



Investir dans les populations rurales

République du Congo

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)

Rapport de Revue à Mi-Parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 9-14 décembre 2015

Date du document: 04/02/2016

No. du Projet: 1583

No. du rapport: 4014-CG

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Table des matières	i
Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)	2
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)	20
E. Aspects fiduciaires	27
F. Durabilité	34
G. Autres : Budget restant et Réallocation.	34
H. Conclusion	36

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) et notes attribuées	37
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	41
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	45
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	57
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	65
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	69
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	71

Sigles et acronymes

ANO	Avis de non-objection
BPF/BPH	Bonnes Pratiques de Fabrication / Bonnes Pratiques d'Hygiène
CA	Centre d'Affaires
CAT	Centre d'Appui technique
CCP	Centres communautaires de pêche
CDPS	Comité Départemental de Planification et de Suivi
CDPA	Centre de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
CDTA	Centre de Démonstration des Techniques Agricoles
CEQ/CMEC	Caisse d'Epargne et d'Equité/Caisse Mutuelle d'Epargne et de Crédit
CERAG	Centre de Recherche et d'Amélioration Génétique des plantes
CNCE	Centre National de Contrôle des Epizooties
CNLMC	Centre National de Lutte contre les Maladies des Cultures
CNOP	Concertation National des Organisations Paysannes
CNP	Comité National de Pilotage
CRAL	Centre de Recherche Agronomique
CRIPT	Centre de Recherche et d'Initiation aux Projets technologiques
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Projet
DDA	Direction Départementale de l'Agriculture
DDE	Direction Départementale de l'Elevage
DDETP	Direction Départementale de l'Equipement et des Travaux Publiques
DGE	Direction Générale de l'Elevage
DRF	Demande de retrait de fonds
ETA	Etangs Traditionnels Aménagés
GCMM	Groupeement de Concertation de Multiplicateurs de Manioc
GIEC	Groupeement d'Intérêt Economique Communautaire

HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IMF	Institution de Microfinance
INRA	Institut National de Recherche Agronomique
IRA	Institut de recherche agricole
IRPP	Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques
MAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MP	Microprojet
MPA	Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture
OPM	Opérateur Promoteur de Microfinance
PADEF	Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PADEL	Programme d'Agriculture et de Développement Local
PDARP	Projet de développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales
PDM	Produit dérivé du manioc
PNIASAN	Programme national d'investissement agricole de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPR	Peste de Petits Ruminants
PRODER 3	Projet de Développement Rural dans les Départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha
PRODER SUD (2)	Projet de Développement Rural dans les départements de la Bouenza, Lékoumou, Niari et Kouilou
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et financier
RMP	Revue à mi-parcours
RH	Ressources humaines
RPE	Rapport de Pré-évaluation
RPSE	Responsable de Programmation et Suivi-évaluation
SAF	Service Administratif et financier
SE	Suivi et évaluation
UGB	Unions de GIEC de Bassin de production
UNGP	Unité Nationale de Gestion du Programme
URDC	Unité de réintégration et de Développement Communautaire
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et des Impacts

TdR	Termes de référence
UNGP	Unité de gestion du programme
ZIP	Zone d'Intervention du Projet

A. Introduction¹

1. Une mission de Revue à Mi-Parcours du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) conjointe du Gouvernement du Congo et du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) s'est déroulée en République du Congo du 9 novembre au 14 décembre 2015. Cette mission avait pour objectif principal d'évaluer les performances actuelles du PADEF, de reformuler ses activités et ses résultats attendus afin d'améliorer la probabilité d'atteinte de ses objectifs.
2. Prévu pour une durée de 5 ans, le PADEF a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 8 décembre 2011 (signature de l'accord le 21 février 2012) et il est entré en vigueur le 03 juillet 2013. Le Programme est placé sous la tutelle du Ministère et de l'Élevage (MAE) qui en est le maître d'ouvrage et qui a délégué la mise en œuvre à une Unité de gestion de programme (UNGP). Celle-ci a été mise en place en janvier 2013 pour coordonner, outre le PADEF, le PRODER Sud (Prêt N° 688-CG, Prêt OPEP n° 1177P, clôturé respectivement en juin 2014 et décembre 2014) et le PRODER 3 (Don FIDA N°DSF-8019-CG et prêt OPEP 1295 P, respectivement en achèvement le 31 mars 2015 et en clôture conjointe en Septembre 2015). Le PADEF, qui intervient dans les 10 départements du pays, a son siège à Brazzaville et des bureaux de facilitation auprès des 10 Directions Départementales de l'Agriculture des zones d'intervention. Le montant total du financement est de 28,95 milliards FCFA dont 6,2 milliards FCFA pour la contrepartie du Gouvernement, 13,2 milliards FCFA pour les don et prêt FIDA et 9,3 milliards pour le prêt OFID.
3. Le PADEF comprend quatre composantes: (i) Composante 1 : Appui à la production végétale, animale et halieutique ; (ii) Composante 2 : Appui à la conservation, transformation et commercialisation; (iii) Composante 3 : Renforcement des capacités ; (iv) Composante 4: Coordination, suivi du programme et gestion des connaissances.
4. Dès son arrivée à Brazzaville, la mission a rendu une visite de courtoisie à Son Excellence M. Rigobert Maboundou, Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage. La mission a ensuite tenu une réunion de travail avec l'UNGP, réunion présidée par M. Mouangou Jean Fulgence, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage. Au cours de cette réunion, l'UNGP a présenté à la mission son rapport d'autoévaluation du PADEF. La mission a ensuite tenu des réunions de travail techniques avec le Coordonnateur, les cadres de l'UNGP et les principaux partenaires afin de faire le point sur l'état d'avancement du programme. La mission s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du PADEF du 15 novembre au 5 décembre, en vue d'apprécier les réalisations du Programme et échanger avec les bénéficiaires et différents acteurs des filières appuyées par le programme. Les visites de terrain ont inclus des rencontres

¹ La mission était composée de : MM. Patrick Habamenshi, Chef de mission Technique, en charge des aspects zootechniques et pastoraux; Julien Mbambi, Conseiller du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, en charge des aspects de gestion du projet au niveau de la Coordination et des Facilitations; Bernard Goulou, Attaché au Cabinet du chef de l'Etat, en charge des questions agricoles; Pierre Missengué, Ministère de l'Equipements et des Travaux Publics, en charge des aspects infrastructures ; M. Constant Badia, du Ministère des Finances, en charge de la finance rurale ; M. Boniface Kadimonikako, Directeur de l'Aménagement des Systèmes Aquacoles, au Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture, en charge de l'Aquaculture, Michel Disonama, Economiste et analyste financier, en charge de la mise à jour des tableaux de coûts du projet et de l'actualisation de l'analyse économique et financière; Mamadou Ndiaye et Robert Ndjouenkeu, de l'Initiative FAO-FIDA, responsables de l'analyse, structuration et financement des filières manioc et pêche, et la reformulation des activités y relatives dans le PADEF; Richard Bouka, Chargé d'appui programme, responsable des aspects agronomiques et de partenariat technique; M. Gaëtan Nsombidi, Assistant au Programme FIDA, Congo, chargé de passer en revue la mise en œuvre des recommandations sur la gestion financière et passation des marchés. Mme Rasha Omar, Chargée de Portefeuille FIDA a participé à la mission à son démarrage et dans sa phase finale.

de travail avec les Directeurs Départementaux de l'Agriculture (DDA), de l'Elevage (DDE), de la Pêche et Aquaculture (DDPA) et des Travaux Publiques (DDTP) et de leurs collaborateurs, ainsi que des Facilitateurs et Aides-Comptables du PADEF Dans les départements visités.

5. Le Rapport de la mission de Revue à Mi-Parcours a été soumis à l'appréciation des différentes parties prenantes et amendé pour tenir compte des recommandations. La restitution à l'UNGP et au Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage a eu lieu le 10 Novembre 2015. Les recommandations et conclusions de la Revue à Mi-Parcours seront passées en revue et confirmées dans les semaines qui viennent dans une Lettre de Gestion du FIDA.
6. Les TDR de la Cellule de Passation de Marché sont annexés au Rapport Technique Détaillé et sont partie intégrante de l'Aide-Mémoire et du Rapport de la RMP.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)

7. Bien qu'arrivé à dans sa troisième année de mise en œuvre sur un cycle de 5 ans, le PADEF enregistre un taux de réalisations financières de 41.52%. L'atteinte des objectifs quantitatifs du projet est très inégale. En termes de portée, le projet a atteint environ 11 840 bénéficiaires soit 89% de la cible du projet. Les activités liées à la multiplication et diffusion des boutures saines de manioc sont les plus avancées avec un taux de réalisation des objectifs quantitatifs de 64% du nombre de boutures à diffuser qui témoigne de la forte capacité de multiplication mise en place notamment par le PRODER 2. Les rendements de manioc dépassent de 28% environ le rendement escompté à la conception du projet. L'aviculture aussi enregistre 46% de réalisation des objectifs quantitatifs du projet. Les activités de microfinance ont un taux de réalisation de 85% pour la consolidation et l'accompagnement des CMEC/CEQ. Les activités ayant un taux d'avancement pratiquement nul sont celles liées aux activités de pêche et de repeuplement ovin, de transformation et développement de la filière manioc, et de mise en place de réseau des CMEC/CEQ.
8. Du fait du retard dans la mise en œuvre des activités clés du PADEF (notamment celles liées au développement de filières de manioc et de produits halieutiques) et les insuffisances graves dans la gestion financières et la passation des marchés, le projet est classé à risque de ne pas atteindre ses objectifs depuis son démarrage. Bien que les difficultés dans la gestion administrative et financière, techniques et d'approche de mise en œuvre relevées par les missions de supervisions et de suivi précédentes demeurent pertinents, la mission de Revue à Mi-Parcours reconnaît toutefois que les faibles performances enregistrées à date sont en partie imputables au montage institutionnel, certes innovateur, mais qui n'avait pas suffisamment appréhendé la surcharge de travail qui résulterait de la gestion concomitante de trois projets, dont deux en phase d'achèvement et un en phase de démarrage.
9. Du fait du temps très limité pour la mise en œuvre, le PADEF devra re-calibrer ses interventions et objectifs, afin de se focaliser d'une part sur la capitalisation des acquis des PRODER dans les différentes filières, le transfert progressif et concerté avec les différents services et programmes du MAE dans les activités d'introduction de nouveau matériel génétique (végétal et animal) pour que l'UNGP se concentre plutôt d'encadrer la production agro-pastorale et d'autre part d'engager des actions pilotes dans les domaines plus spécifiques au PADEF (tels que la Pêche et Pisciculture, la Valorisation des Produits Agricoles, la Mise en Réseau des Acteurs et Consolidation des Unions, etc...).

10. Dans cette nouvelle optique, les actions pilotes seraient évaluées dans le court terme (12 mois) et leur résultat déterminerait s'il y a lieu de chercher des financements additionnels pour permettre au MAE de les mettre à échelle.
11. La mission félicite l'UNGP pour la qualité du Rapport d'Auto-Evaluation, qui offre une bonne base et plusieurs pistes pour les actions à engager dans la dernière phase du Programme. Les actions clés sont reprises dans le présent Aide-Mémoire, et ils seront analysés avec plus de détails dans les Documents de Travail de la mission qui seront transmis avec le rapport final de la RMP.
12. Pour la phase restante, la mission encourage fortement le PADEF à rechercher des synergies avec les autres projets de développement agricoles en cours. Le fonctionnement en vase clos de divers projets de développement agricole en cours dans le pays, dont certains sont pilotés par le MAE, constitue un handicap non seulement pour l'atteinte des résultats de ces différents projets, y compris le PADEF, mais aussi pour les objectifs de développement du pays. Certains de ces projets engagent les mêmes actions sur le terrain, au près des mêmes acteurs. La confusion entre les activités du PDARP et du PADEF à Ndounga en est un exemple dont la conséquence la plus évidente est la perte de confiance des bénéficiaires. La coordination synergique entre ces différents projets apparaît indispensable, dans une finalité de mutualisation des actions et de minimisation des coûts de réalisation, ainsi que de maximisation des résultats attendus. Bien que cette coordination synergique interpelle prioritairement le MAE, le PADEF aurait intérêt et avantage à en faire la sollicitation auprès du MAE, voire à engager une démarche de plaidoyer à cet égard. Les bénéfices induits sont évidents pour le projet, dans la mesure où cette coordination synergique facilitera une réorientation positive des activités du projet vers des objectifs spécifiques compatibles avec ses compétences, son budget et l'opportunité d'atteinte des résultats.
13. Du fait des nombreuses défaillances relevées lors par la troisième mission de supervision (mai-juin 2015), un programme d'urgence avait été proposé, programme d'urgence qui n'a été que partiellement exécutée. La mission recommande de reconduire le plan d'Urgence, tout en l'aménageant pour qu'il s'insère bien dans la nouvelle dynamique décrite plus haut.

C. Produits et effets

14. Composante 1 : Appui à la production végétale, animale et halieutique.

Sous-Composante 1 – Appui à la Production Végétale

15. **Manioc.** Le manioc constitue la principale culture appuyée par le programme. Le PADEF a atteint des résultats significatifs dans la diffusion de variétés de manioc résistantes à la mosaïque et productives
16. Sur 445 parcs à bois prévus, 40 ont été entièrement mis en place avec 2 865 000 boutures distribuées aux GIEC sur 4 450 000, soit 64 % et 28 180 915 boutures distribuées aux ménages sur 44 450 000 prévues, soit 63 %. Le PADEF projette de mettre en place 204 GIEC cette année 2016.
17. Les effets attendus de la composante, que sont les rendements et les taux d'adoption des variétés améliorées ne sont pas encore connus. La mission recommande la contractualisation de l'IRA pour l'exécution de ces opérations qui sont des outils d'aide à la décision pour la suite du programme.

18. Variétés introduites. Le programme a introduit plusieurs clones dans les zones d'intervention et 3 clones ont été introduits en 2014 dans les départements des Plateaux/Cuvette/Cuvette Ouest dans le cadre du PADEF (Mabiala Nguyi, 193/0029 et 197/0162). L'introduction des variétés de manioc résistantes à la mosaïque a réduit de beaucoup l'incidence (non évaluée au début du PADEF et à la date de la mission) de la mosaïque et a permis l'augmentation des rendements qui restent à déterminer.
19. La mission constate qu'au bout de deux ans d'introduction de variétés nouvelles, les membres des GIECs et les ménages des villages environnant disposent de ces variétés.
20. Les informations sur les caractéristiques de production des variétés de manioc en multiplication sont disparates et varient d'un GIEC à un autre et d'un producteur à un autre. Dans les sites où ces variétés ont fait plus de 3 cycles de culture, quelques informations sur le rendement à l'hectare ont été verbalement fournies et indiquent que la variété 193/0029 qui présente une grande dormance à la levée, est la plus productive très appréciée dans la Cuvette-Ouest alors qu'elle est rejetée dans la Bouenza pour sa grande précocité. Il sera nécessaire que les évaluations soient conduites sur ces variétés en vue de constituer des fiches techniques sur chacune d'elles s'il s'avère que ces fiches n'existent vraiment pas.
21. Adoption : L'accès au matériel génétique amélioré est beaucoup plus constaté au niveau des GIEC et de leurs membres qui possèdent aussi des champs personnels. Mais cet accès reste mitigé auprès des producteurs hors GIEC qui utilisent encore un taux assez élevé des variétés de manioc sensibles aux maladies. La mission recommande que le PADEF commette une action dans le sens de la détermination réelle de ce taux pour le manioc.
22. Volet techniques culturales. Dans le cas du manioc, les techniques culturales adoptées sont l'écartement des plants de manioc, la taille des boutures et le nombre de boutures plantées par butte, le respect du planting par variété et la fréquence de sarclage. La mission estime que pour le manioc cultivé en association, il y a lieu de mettre l'accent sur les techniques nécessaires à la gestion des associations de culture et de la fertilité des sols, notamment en savanes. Dans les parcs bois des groupements, les itinéraires techniques sont bien respectés, cependant, ils semblent l'être moins dans les champs individuels.
23. Situation phytosanitaire. La mission a constaté l'existence des poches ou d'une résurgence des maladies du manioc dans quelques départements mais aucune action n'est prise ni par l'UNGP ni par le MAE pour adresser une situation qui pourrait compromettre les acquis des PRODER et du PADEF. Cette non-réactivité dénote la **nécessité de rapidement mettre en place une veille phytosanitaire dans les zones d'introduction du matériel assaini**. La mission suggère que ce travail soit confié à l'IRA et/ou au projet Manioc/CNLCCM. L'IRA ou le projet manioc devrait produire une proposition de protocole.
24. Les protocoles considérés avec ces structures devront également couvrir leurs interventions sur les aspects de multiplication et de conservation des cultures, de formation des formateurs et d'accompagnement au renforcement des capacités des producteurs à la base, de conservation des cultures, de taux d'adoption, de rendements, d'itinéraires techniques et d'association de cultures, de suivi et de reporting des résultats.
25. **Igname.** L'igname est cultivée d'une manière traditionnelle dans certains milieux (Sangha et Plateaux) et son prix sur le marché des produits agricoles est rémunérateur. Une variété d'igname (bété bété) introduite de l'Afrique de l'Ouest est remise aux GIECs pour multiplication

dans les départements des Plateaux, de la Bouenza et de la Sangha. La mission constate que les producteurs ont maîtrisé la production traditionnelle mais que l'utilisation de la technique de mini sets reste à renforcer.

26. Pour l'igname qui occupe la deuxième place importante dans l'exécution du PADEF en termes de production actuelle de semences et d'amélioration potentielle des revenus, les activités sont encore à la phase multiplication des semences (bété bété et nkoo).
27. **Maïs, soja², arachide, haricot.** Le maïs et le soja ont été principalement choisis pour être utilisées dans les aliments pour bétail, dans le cadre de l'élevage des volailles dans le département du Pool, Bouenza et Cuvette. L'arachide et le haricot, quant à eux étaient demandés par les agriculteurs pour diversifier les sources de revenu et améliorer la nutrition.
28. Les constats ci-haut sont plus détaillés dans le Rapport Technique Consolide qui accompagne le Rapport de la RMP. Les principales recommandations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir une approche stratégique devant créer des synergies avec les DDA/DDPA/DDE, les autres programmes du MAE (Projet Manioc) et l'IRA	Coordonnateur	Janv. – Fév. 2016
Consolidation des Acquis		
Manioc.		
Identifier et faire une cartographie des zones déficitaires en manioc	Spécialiste AgroP DGA, DDA Projet Manioc	1er Trimestre 2016
Mettre en place une stratégie de création des parcs à bois dans les zones de production à risques ou non encore atteintes et accessibles	Spécialiste AgroP DGA, DDA Projet Manioc	1er Trimestre 2016
Etudes taux d'adoption et rendements des variétés introduites. Elaborer des protocoles d'évaluation des variétés/clones, des taux d'adoption des clones, d'appropriation des techniques culturales, des rendements et conduire l'évaluation variétale, puis effectuer un suivi continu des rendements et marges brutes des différentes cultures avec distinction de zone agro-écologique et du niveau de mécanisation	Spécialiste AgroP IRA (avec DGA, Projet Manioc)	1er trimestre 2016
Itinéraires agricoles. Il faudra mettre la sensibilisation des producteurs sur les durées de végétation des écotypes introduits	Spécialiste AgroP DGA DDA	Immédiat et Continu
Igname: (i) finir tests & multiplication et développer approche pour la diffusion ; (ii) adaptation du système bété bété à celui du Dioscorea alata (construction de buttes, préparation de semenceaux et mini sets,	Spécialiste AgroP DGA DDA	

² La semence de soja a été introduite accidentellement dans la Likouala et la Sangha au détriment du Pool où cette introduction était programmée dans le cadre du volet aviculture.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
préparation du lit de semence, tuteurage) ; (iii) suivi phytosanitaire ; (iv) Promouvoir techniques de conservation des ignames; (v) organisation des groupements (Composante 3).		
Mucuna. Vulgariser le mucuna pour la restauration des sols	CSA	Permanent
Améliorer la visibilité et la lecture des tests d'évaluation de clones dans les parcs à bois en mettant en place des pancartes et des étiquettes pour (Rappel)	Spécialiste AgroP Spécialiste Communication	1er trimestre 2016 - Continu
Pilotes		
Pilote 1 : Géolocalisation des Parc a bois et champs des GIEC (pour capitalisation, programmation, transfert aux DDA)	Spécialiste AgroP RPSE DGA, DDA Services Génie Rural	
Pilote 2 – Maïs-Soja-Provence-Aviculture: Capitalisation/adoption modèle des fermes Pilotes du PADEL au Pool	Spécialiste AgroP RPSE DGA, DDA (Pool, Bouenza, Cuvette)	
Améliorer la visibilité et la lecture des tests d'évaluation de clones dans les parcs à bois en mettant en place des pancartes et des étiquettes pour (Rappel)	Responsable Composante Appui à la production	Premier trimestre 2016
Partenariats	UNGP	Permanent
IRA. Revoir la convention de fournitures de boutures assainies et établir une autre sur la livraison de 50 000 boutures améliorées testées Cette nouvelle convention devra inclure des clauses de suivi par l'IRA.	Spécialiste AgroP DGA IRA	1 ^{er} trimestre 2016
Veille Phytosanitaire et Interventions Rapides. Formaliser l'implication du centre national de lutte contre les maladies des Cultures	Spécialiste AgroP CNLCMC	Immédiat
Résurgence de maladies dans la Cuvette (Ngoko, Mossaka). Faciliter rapidement une mission exploratoire pour le DDA Cuvette avec des agents du CNLCMC	UNGP Spécialiste AgroP CNLCMC DDA Cuvette	Immédiat - Urgent
Mécanisation. Continuer le plaidoyer auprès du CEMA pour répondre aux besoins de tracteurs des GIEC	Spécialiste AgroP MAE CEMA (avec DGA, DDA)	Immédiat et Continu

Sous-Composante 2 – Appui à la Production Animale

29. **Aviculture.** L'opération n'a commencé que cette année (distributions en avril-mai 2015). L'activité a été menée dans le Pool – déjà bénéficiaire d'une intervention similaire sous le PRODER 3 –, et enclenchée l'activité dans les Départements de la Bouenza et de la Cuvette. Au total, 10 061 sujets ont été distribués (à raison de 8 439 poulettes et 1622 coquelets). Un total de 507 aviculteurs ont été touchés (199 dans la Bouenza, 194 dans le Pool et 114 dans la Cuvette), soit 32% des bénéficiaires envisagés à la conception. Cet écart est expliqué en partie

- par le fait que 4 Districts du Pool3 n'ont pas été touchés car le fournisseur n'a pas pu livrer les quantités commandées.
30. Du fait du retard considérable accusé dans le démarrage de cette activité, il n'est à l'heure actuelle pas possible de mesurer les effets. En effet, les rétrocessions d'œufs n'ont commencé qu'en juillet aout. La mission a pu toutefois faire un nombre de constats majeurs (en plus des constats déjà faits lors de la 3eme mission de supervision de mai-juin 2015) :
31. **Bénéficiaires primaires.** En général, la mission a constaté que la plupart des bénéficiaires visités ont des habitats répondants aux normes d'élevage. L'alimentation et la prophylaxie sont respectées mais il y a un besoin urgent de recyclage des aviculteurs. Il y a quelques cas d'abandon de l'activité du fait du découragement (activité jugée contraignante pour les nouveaux aviculteurs, difficultés avec la provende, etc...).
32. La mission a constaté que la provende constitue une des plus grande contrainte pour les bénéficiaires primaires. En effet, les aviculteurs et techniciens ont reporté des chutes de pontes et des cas de picage importants intervenus une fois que l'aliment fourni par le projet a été épuisé et que les aviculteurs ont du se fournir eux-mêmes. Il existe deux cas de figures pour l'accès à la provende : (i) aviculteurs qui préparent leur propres aliments ; (ii) ceux qui achètent la provende – soit localement, soit à partir de Brazzaville ou Pointe-Noire. La mission recommande au projet de mener des analyses bromatologiques surprise et de sensibiliser les provendiers à jouer franc-jeu au bénéfice du développement de la filière.
33. Il est important de noter l'intervention du Programme d'Agriculture et de Développement Local (PADEL) dans le Pool ou des fermes pilotes sont mise en réseau avec des aviculteurs pour la formation et leur encadrement et la fourniture de provende. La mission recommande au PADEF de se rapprocher du PADE afin d'apprendre d'avantage sur ce modèle. La mission recommande en outre de s'appuyer sur ce modèle dans le Pool a titre pilote en 2016 avant d'amener à échelle dans la Bouenza et la Cuvette en 2017 (si les conditions s'y prêtent).
34. La mission de supervision de mai-juin 2015 avait relevé que des bénéficiaires s'étaient apprêtés à recevoir des poulets mais n'avaient pas été touchés par le projet. La mission avait recommandé de recenser ces aviculteurs et de leurs fournir des poulets. Une mission a été menée par le PADEF en ce sens. Pour répondre cette demande, le Programme a initié des partenariats avec des détenteurs de couveuses dans les trois départements et lancer des conventions pour démarrer les poulets qui seront distribuées à ces bénéficiaires non servis dans la vague d'avril-mai 2015.
35. Un grand problème qui se pose est le fait que les bénéficiaires de ces poulets démarrés ne sont pas encore identifiés et/ou préparés à les recevoir. La mission craint que si cette étape n'est pas faite dans les jours qui viennent, les mêmes problèmes de précipitation viendront compromettre cette opération pourtant prometteuse.
36. La 3ème mission de supervision avait recommandé d'effectuer la commande de 1200 sujets complémentaires au profit des bénéficiaires non servis du Pool. Au vu de l'expérience prometteuse de contractualisation des détenteurs de couveuse pour la couvaison et le démarrage, la mission recommande de ne plus procéder à cette commande. Les 1200 poulets devront être issus des œufs fécondés qui seront rachetés par les bénéficiaires primaires si les

³ Mindouli, Kimdamba, Kimba, Vindza.

- rétrocessions sont déjà terminées. Les œufs peuvent être rachetés au prix du marché local pour les œufs fécondés (100 à 200 FCFA par œuf selon les localités).
37. **Bénéficiaires secondaires.** Les pontes ont commencé dans les trois départements au mois de juin et les rétrocessions en août 2015. Chaque bénéficiaire primaire doit rétrocéder 20 œufs par poule (soit 200 œufs par kit). Le bénéficiaire est en outre responsable de l'identification et de la sélection des aviculteurs (parmi ses voisins et connaissances) à qui il donne les œufs. Les Facilitateurs et CSA sont en charge de s'assurer que la rétrocession a eu lieu sans toutefois participer dans la rétrocession elle-même.
38. Il est estimé que près de 5% des œufs rétrocédés sont 'vieux' ou non-fécondés. Les éclosions se passent bien (plus de 95%). Par contre, l'activité a enregistré des très forts taux de mortalité post-éclosion allant de 50 à 80% dans certains cas et ceux pendant les 10 premiers jours. Ces mortalités sont dues en grande partie à l'absence de prophylaxie pour les bénéficiaires secondaires et la mauvaise conduite de l'élevage. Il faut noter que le programme ne dispose d'aucune donnée sur les bénéficiaires secondaires. Les chiffres avancés ici sont des estimations tirées des entretiens avec les acteurs sur le terrain.
39. Il faut noter que les bénéficiaires secondaires n'ont reçu aucun appui du PADEF. La mission recommande de fournir un paquet d'appuis aux bénéficiaires secondaires modèles (voir détails dans le Rapport Technique Consolidé).
40. **Promotion des Petits Ruminants.** Le Document de Conception du Programme prévoyait le repeuplement de sept (7) départements⁴ en géniteurs et matrices ovins et caprins la mise en place d'un métayage ovin qui permettrait seront.
41. Un risque majeur de compromettre les efforts nationaux de développement de ce secteur a rapidement été identifié à savoir la prévalence de peste des petits ruminants. A la demande du Gouvernement, le PADEF a inclus ce volet sanitaire et contribué à cet effort national dès 2014, à la suite du PRODER Sud et du PRODER 3.
42. En matière de réalisations du volet Petits Ruminants :
43. **Vaccinations.** Les campagnes, qui étaient supervisées à chaque fois par 20 agents de la DGE, et coordonnées dans les 12 départements par leurs DDE respectifs et les 85 chefs de secteur agricole. Sur le terrain, la vaccination a mobilisé 240 vaccinateurs formés sur fonds du projet. L'intervention du PADEF a permis de vacciner un nombre plus important que dans les campagnes précédentes à savoir 92 640 animaux en 2014 - dont 60 508 ovins et 32 132 caprins par rapport à 70 956 têtes en 2011.
44. **Métayage des petits ruminants.** Le MAE a décidé de se focaliser sur le développement de la filière ovine avec l'introduction de géniteurs de la race Djallonké. Cette race originaire de Côte-d'Ivoire et donc bien adaptée aux conditions climatiques de l'Afrique tropicale humide, est propice pour la production de viande. L'appui du PADEF a été mené à travers 2 conventions passées avec la Direction Générale de l'Elevage en 2014 et en 2015.
45. Vu les contraintes de temps auxquels le PADEF fait face, la mission estime que cette activité ne pourra pas atteindre les objectifs prévus. De ce fait, la mission recommande de sursoir aux activités de repeuplement ovin et de se focaliser sur les activités de vaccination des petits ruminants.

⁴ Plateaux, Cuvette Ouest, Niari, Bouenza, Lékoumou, Sangha, Pool.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Petits Ruminants		
Petits Ruminants - Vaccination Petits Ruminants	Spécialiste Agro DGE	Campagnes 2015-2017 (suivant programmation MAE)
Aviculture Villageoise		
Consolidation des acquis du PRODER 3 dans le Pool (Bovans Nera & Sussex):		
(i) le recensement et catalogage des aviculteurs (aviculteurs modèles, moyens, faibles, abandons) ; (ii) suivi de l'adaptation des races introduites ; (iii) pratiques d'élevage (en race pure, avec poules locales) ; (iv) suivi des impact du PRODER (ex : revenus des ménages à travers exploitation des produits et sous-produits : œufs fécondés, coquelets, poulets de chair, fientes, etc...) ; (v) évolution des performances d'une génération à l'autre ; (vi) mise en réseau ; (viii) résolution des problèmes (développement capacités de fabriquer de la provende, innovation dans la supplémentation de l'aliment, couvaion, etc...).	Spécialiste Agro DGE, DDE, CSA RPSE	1 ^{er} Semestre 2016
Consolidation des opérations des Bénéficiaires primaires du PADEF (Avril-Mai 2014) :		
Catégorisation et recensement des aviculteurs	Spécialiste AgroP DGE, DDE, CSA (+Aviculteurs Leader) RPSE	1 ^{er} Trimestre 2016
Mesure des effets du PADEF dans l'aviculture villageoise	RPSE	1 ^{er} Semestre 2016
Mise en réseau des aviculteurs	Spécialiste AgroP AT Structuration	1 ^{er} Semestre 2016
Analyses Bromatologiques de la Provende et Sensibilisation des Provendiers	Spécialiste AgroP DGE	1 ^{er} Semestre 2016
Accompagnement ponctuel des aviculteurs primaires pour reconstituer les bandes (Juin 2016)	Spécialiste AgroP DGE	Fin 1 ^{er} Semestre 2016
Mise en place plan et programme de suivi qui inclura les collaborateurs des DDE et aviculteurs modèles pour appuyer les CSA	Spécialiste AgroP DGE DDE	1 ^{er} Trimestre 2016
Gestion des Connaissances. Documenter innovations et modèles d'élevage (bénéficiaires primaires et secondaires) (inclure dans Plan de Communication Composante 4)	Spécialiste Communication Spécialiste AgroP	2 ^e Trimestre 2016
Pilotes		
<u>Pilote 1</u> : Opération en cours de Couvaion et Démarrage de poulets pour les bénéficiaires primaires – concerter le Conseil Départemental du Pool	Spécialiste AgroP DGE DDE Pool, Cuvette, Bouenza Prestataires Démarrage	1 ^{er} Trimetre 2016 (Bouenza, Cuvette) 2 ^e Trimestre 2016 (Pool)
<u>Pilote 2</u> : Nouvelle Opération de Couvaion et Démarrage de poulets pour les Bénéficiaires secondaires – concerter le Conseil Départemental du Pool	Spécialiste AgroP DGE DDE Pool, Cuvette, Bouenza Prestataires Démarrage	3eme Trimestre 2016 (Bouenza) 4 ^e Trimestre 2016 (Cuvette) 1 ^{er} Trimestre 2017 (Pool)
Gestion des Connaissances. Documenter les Pilotes (inclure dans Plan de Communication Composante 4)	Spécialiste Communication Spécialiste AgroP	1 ^e Trim. 2016 – 2 ^e Trimestre 2016

Sous-Composante 3 – Appui à la Production Halieutique

46. La mission a constaté que l'UNGP a bien enclenché la construction de la base opérationnelle du développement de la pisciculture commerciale est actuellement conçue. Elle peut être considérée modérément satisfaisante. Elle est fondée autour de 4 pilotes prévus dans les départements du Pool et du Niari sont en constitution avec un taux de réalisation de 27,5%. L'indisponibilité des alevins a ralenti leur mise en place effective. La mission recommande l'installation d'unités de production d'alevins et la constitution d'un stock d'aliments pour amorcer favorablement le processus et faire vivre les pilotes.
47. La mission a noté que les résultats des premières activités piscicoles ont été biaisés par l'indisponibilité des alevins. A date, la station piscicole de la Djoumouna n'a pu livrer que 3% des alevins dont le mono sexage mâle, avéré incorrect (présence de femelles dans le lot de mâles fournis), pourrait être nuisible à la qualité des résultats attendus des poissons marchands et risquerait de démotiver les pisciculteurs. La mission recommande d'une part, l'installation d'unités d'autoproduction des alevins et la constitution d'un stock d'aliments pour amorcer favorablement le processus de vie des pilotes, et d'autre part d'apporter des éclaircissements sur la qualité de sexage des alevins fournis aux producteurs de Kinkala et d'en assurer la remédiation. A cet effet, l'UNGP devra voir dans quelle mesure, le contrat avec la Djoumouna pourrait être amendé.
48. **Bénéfices quantifiables.** Les principaux bénéfices économiques tirés de ce volet sont les produits de pêche et de pisciculture destinés à accroître les productions de poisson et le développement de nouveaux producteurs. Pour ce premier appui, la productivité par éleveurs est quasiment atteinte. Car il est attendu pour ce premier cycle (au plus tard juin 2016) à partir des étangs actuellement empoissonnés par les 8 éleveurs, une production de près de 4,8 tonnes de poissons (à 300 g) représentant près de 27% de la production attendu (18 tonnes) par cycle avec les 30 éleveurs.
49. Les recommandations pour la pisciculture sont résumées dans le tableau suivant:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser l'installation des pilotes piscicoles avec maîtrise des alevins et des aliments	SPP, DDPA	Janvier 2016
Poursuivre le renforcement des capacités de gestion des pilotes par l'amélioration des itinéraires techniques sur l'ensemble du processus de production. Bénéficiaires: CSPA, facilitateurs et membres des pilotes. (3 sessions en 2016)	SPP, SRC, Consultants (un en gestion des pilotes et un autre sur itinéraires techniques),	Mars, juillet, novembre 2016
Commander et installer les différents intrants et les équipements des pilotes piscicoles	SPP, RPM,	Septembre 2016
Mettre en place un système de contrôle de la qualité de l'eau. (rédiger le protocole)	Consultant/UNGP	décembre 2016
Mettre en place un cadre de mesure des changements de la situation socio-économique des acteurs intervenant dans les activités des pilotes piscicoles à la fin du projet en réalisant les situations de référence dans les départements du Pool, du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou.	Consultant/UNGP	Janvier 2016
Appuyer l'ouverture d'un compte des pilotes à l'une des CMECs dans les départements et créer un fonds revolving pour les bénéficiaires post-projet.	SPP	Janvier 2016
Mettre en place des réseaux de producteurs et leur interconnexion avec les services du MPA, des OP et de la micro finance	SPP	Mars 2016
Appuyer la professionnalisation de 50 pisciculteurs en phase	SPP	Juillet 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
d'extension dans la Bouenza et la Lékoumou. Sur la base des résultats du Pool et du Niari		
Installer les unités de production d'alevins et constituer un stock d'aliments pour amorcer favorablement le processus et faire vivre les pilotes piscicoles par l'identification dans chaque pilote des aleviniers avec étangs d'alevinage et des provendiers et les fournir respectivement des géniteurs et des aliments et la matière pour les provendiers disposant d'atelier	SPP	janvier 2016
Suivre et faire aboutir le contrat avec le CDPA-Djoumouna en termes d'alevins avec la Djoumouna au profit des pilotes piscicoles.	SPP	Janvier 2016
Organiser un atelier départemental d'information entre l'UNGP, les responsables des CG et une représentation de l'administration de tutelle déconcentrée du MPA pour faciliter le partage dans le rappel des rôles et responsabilités des uns et des autres dans le processus de mise en œuvre du schéma d'amélioration de la production piscicole dans chaque localité	SPP	Avril 2016
Encadrer les CGs pour leur permettre de disposer des textes réglementaires et se faire enregistrer auprès des autorités compétentes pour une reconnaissance formelle de leur existence en tant qu'association professionnelle	SPP	Février 2016
Appuyer les CGs dans l'élaboration des plannings de fonction à faire valider par l'UNGP, pour l'implémentation de leur l'autonomie	SPP	Février 2016

50. **Composante 2 : Appui à la conservation, transformation et commercialisation.**

Sous-Composante 1 : Appui à la Transformation et Commercialisation des Produits Agricoles

51. Depuis la dernière mission de supervision, le PADEF a mené l'étude de faisabilité de l'implantation des deux (2) CA recommandée par l'Initiative. Un rapport provisoire a été présenté en début de la mission de RMP.
52. Le draft du rapport de l'étude de faisabilité présente 2 Centres d'Affaires (Gamboma et Mouyondzi) multifonctionnels de type moderne et complètement mécanisé, intégrant :
- (a) une mécanisation de la production des racines de manioc (tracteurs de labour et récolteuse de manioc) ;
 - (b) une Unité de Transformation du Manioc (UTM) multi produits (pâte fermentée, cossettes, farine, gari) mécanisée à toutes les étapes du process
53. L'étude propose deux scénarii de mise en œuvre des CA : une mise en place complète des structures dès le départ et une mise en place progressive avec priorisation, au départ, des segments répondant aux principales contraintes actuelles des acteurs. L'analyse des forces et contraintes des acteurs des sites pilotes (Gamboma et Mouyondzi) conduit le rapport à privilégier la seconde option, au regard de la différenciation des besoins immédiats des deux sites par rapport à la mise en place des CA : nécessité de construire une dynamique de groupe à Gamboma et besoin d'appui à l'augmentation de la production (tracteurs) à Mouyondzi.
54. En matière de besoins exprimés par les acteurs, le renforcement des capacités concernent principalement : la réduction de la pénibilité du travail, tant à la production qu'à la

transformation, la formation individuelle et des groupes à la gestion, aux principes de base des BPF/BPH, aux techniques de transformation alimentaire améliorées et à la maintenance des équipements.

55. De façon plus générale, la mission de la RMP a fait un état des lieux de la filière manioc qui aide à mieux cerner les appuis possibles pour la filière (Voir Rapport Technique Détaillé). Cet état des lieux concerne : (i) les acteurs de la filière ; (ii) la production, (iv) la transformation ; (v) le conditionnement et stockage des produits ; (vi) le transport et la commercialisation ; et (vii) les équipements de transformation.
56. Cet état des lieux, les visites de terrain et les discussions avec l'équipe du projet et le MAE ont permis de faire les recommandations suivantes pour la mise en œuvre de cette sous-composante importante :
57. Comme il n'y a pratiquement pas de réalisations sous ce volet, les activités menées dans la période restante seront essentiellement des Pilotes.
58. Les appuis se feront sous forme de Microprojets à l'instar des interventions du PDARP. Il est important, dans ce cas, de développer une concertation et une synergie accrues entre le PADEF et le PDARP, dans la mesure où les deux projets ont des cibles et activités communes. Cette concertation synergique aura l'avantage à la fois : d'éviter un chevauchement inopérant des appuis, d'optimiser l'utilisation des crédits et de renforcer/consolider le concept de « Pôles de croissance agricole localisés ».
59. Au regard de la disparité des groupes d'acteurs en termes de niveau de pauvreté, de niveau de production, d'aptitude à l'intégration dans des filières de niveau économique plus élevé, il apparaît plus utile d'envisager le développement de la filière dans une vision à deux dimensions : (i) une dimension élémentaire prenant en compte les contraintes propres de petits groupes paysans à niveau de production relativement faible et fonctionnant sur la base d'une entraide de proximité, et (ii) une dimension plus économique concernant les groupes plus évolués ou plus structurés, opérant à plus grande échelle et susceptibles de mutualiser un certain nombre d'activités commerciales à travers des réseaux formels (GIECS, unions, filières) ou informels.
60. Deux types de Pilotes seront donc considérés pour tenir compte de ces dimensions : (i) des Microprojets d'appui aux groupes paysans de proximité pour le développement de la filière manioc, et (ii) des Microprojets pour la mutualisation des activités de filière dans les grands bassins de production & transformation (bassins de Mouyondzi dans la Bouenza, Gamboma dans les Plateaux, et Ndounga et Ntebele dans la Bouenza).
61. La description de ces Pilotes figure dans le Rapport Technique Détaillé.
62. Les recommandations sont résumées dans le tableau suivant:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise en place des procédures pour les MP (Manuel, Commissions) – Concertation avec PDARP (Voir Composante 4)	Coordonnateur	1 ^{er} Trimestre 2016
Recrutement Assistance Technique Spécialiste en Développement Filières et/ou Technologue (AT) pour suivi mise en œuvre des Microprojets	Coordonnateur	1 ^{er} Trimestre 2016
Pilote 1 : GIECs leaders & Opérateurs de Proximité		

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Appui pour Constitution des Dossiers de Demande d'appui (préparation des MP, identification des fournisseurs) & mise en relation avec fournisseurs locaux	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Renforcement capacités techniques, de gestion, organisationnelles Passation des marchés (rudiments)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Suivi-Evaluation (y inclus suivi économiques et financiers)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Mise en relation avec les IMF (pour contrepartie)	UNGP AT OPM	2 ^e Trimestre 2016
Équipementiers: Catalogage + renforcement capacités des équipementiers (synergie PDARP)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Financement: Contrepartie des bénéficiaires (5% pour la production, 15% pour transformation) Transfert à travers les IMF, après mobilisation de la contrepartie (Transferts aux IMF constitueront pièces justificatives)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Pilote 1 : Mutualisation Activités de filière - Grands bassins de production & transformation		
Appui pour Constitution des Dossiers de Demande d'appui (préparation des MP, identification des fournisseurs) & mise en relation avec fournisseurs locaux	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Renforcement capacités techniques, de gestion, organisationnelles Passation des marchés (rudiments)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Suivi-Evaluation (y inclus suivi économiques et financiers)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Mise en relation avec les IMF (pour contrepartie)	UNGP AT OPM	2 ^e Trimestre 2016
Équipementiers: Catalogage + renforcement capacités des équipementiers (synergie PDARP)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Financement: Contrepartie des bénéficiaires (5% pour la production, 15% pour transformation) Transfert à travers les IMF, après mobilisation de la contrepartie (Transferts aux IMF constitueront pièces justificatives)	UNGP AT	2 ^e Trimestre 2016
Appui organisationnel plus important du fait de la mutualisation des activités	UNGP AT Filières	
Mise en réseau, mise en relation avec autres acteurs clés: transport, manutention	UNGP AT Filières	

Sous-Composante 2: Appui à la Transformation et Commercialisation des Produits Halieutiques

63. Comme mentionné plus haut dans la partie Pisciculture (Composante 1, Sous-Composante 3), la mission constate que l'UNGP s'est appropriée physiquement, pour le compte des comités de gestion, les deux sites de CCP et a bien enclenché la construction de leur base opérationnelle du développement.
64. Cependant elle note une absence de réalisme dans la planification et la priorisation des activités. Il est remarqué que seulement 1/9 des activités programmées dans le PTBA a été

réalisé, alors que les activités recommandées par la mission de supervision de mai – juin 2015 ont été toutes réalisées.

65. La sous composante peut être considérée comme modérément insatisfaisante, avec un taux de réalisation globale de près de 30%. Les bases opérationnelles sont fondées sur les deux CCP à Okombé et à Makotimpoko, dont la mission recommande la mise en place. La mission a toutefois noté en matière de pêche, que (i) l'analyse institutionnelle en vue de mettre en place des cadres de concertation de gestion et de surveillance de pêche a été réalisée, (ii) l'ouverture et la sécurisation des espaces devant abriter les CCP ainsi que leurs plan d'implantation ont été réalisés. Cependant les constats de terrain ont emmené la mission à revoir et proposer une structure plus souple. De ce fait la mission demande à l'UNGP la révision des plans proposés et de se conformer à ceux issus de cette mission. La mission recommande de se focaliser sur le CCP d'Okombé, étant entendu que le PD-PAC viendra consolider le travail fait par la construction du CCP de Makotimpoko.

66. Les recommandations pour la pêche sont les suivantes :

Recommandation	Responsable	Délai
Réhabiliter le marché d'Okombé par l'ouverture du magasin en intrants de pêche ; construire une aire bétonnée de manutention des produits de pêche (débarcadère), un hangar couvert de 50 m ² pour l'aire destinée à abriter les fours de fumage, les claies de séchage de poisson et un espace de travail ainsi que des toilettes.	SPP, SI, RPM	Juillet 2016
Commander et installer les différents intrants et les équipements d'Okombé et des pilotes piscicoles	SPP, RPM,	Septembre 2016
Elaborer un manuel de BPF et H et un programme de formation des acteurs (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs et personnel de manutention, etc.).	SPP, SRC	Mai 2016
Réaliser le renforcement des capacités des bénéficiaires aux BPF et H	SPP, SRC	Décembre 2016
Appuyer les acteurs d'Okombé et villages attenants dans leur démarche de mise en place formelle d'une structure associative	UNGP	Février 2016
Mener une étude sur la situation et profil socio-économique des futurs bénéficiaires d'Okombé avant les appuis du PADEF	Consultant/UNGP	Janvier 2016
Construire aires de travail sur les espaces ouverts et mis en défens	UNGP	Juillet 2016
Réhabiliter un magasin de vente des matériels et intrants de pêche et construire les toilettes et autres installations	UNGP	Février - avril 2016
Acquérir et installer 2 fours de fumage Chorkor et 2 fours de Thiaroye (FTT)	UNGP	Août – Septembre 2016
Mener un programme de formation des acteurs (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs et personnel de manutention, etc.) aux bonnes pratiques de transformation et d'hygiène.	Consultant/UNGP	Septembre – octobre 2016

Sous-Composante 3: Accès aux bassins de production et marchés.

67. La conception de cette sous-composante repose sur les éléments suivants : (i) consolider/achever les investissements consentis dans le cadre des PRODER 1 et 2 par la réhabilitation/construction de 79 ouvrages de franchissement toutes catégories confondues le traitement de 162 km linéaires de points critiques, ainsi que l'entretien des pistes aménagées aussi bien du PADEF que du PRODER2; (ii) contractualisation des travaux de réhabilitation aux PME, ONG et Conseils Départementaux; (iii) Les travaux d'entretien seront réalisés par les Conseils Départementaux sur la base de convention à passer avec le PADEF et/ou par des ONG/PME retenues après appel à candidatures; (iv) le suivi et la supervision générale des travaux seront assurés par une cellule d'appui au moyen des visites de terrain et des rapports

des consultants avec l'appui des DDETP à mobiliser au moyen de convention/protocole de collaboration; (v) le Ministère de l'Agriculture devra signer une convention avec celui des TP, bénéficiaire direct, et tutelle technique, en vue de leur entretien, gestion et exploitation. Cela passera par des inscriptions budgétaires que les TP feront pour les pistes correspondantes. Au regard de la nouvelle législation qui concède l'entretien des routes aux conseils départementaux (CD), les ressources mobilisées seront versées aux CD au prorata des linéaires à entretenir. Le budget total de cette sous-composante est estimé à 1,6 milliards FCFA équivalent à 3,5 millions USD. Le FIDA finance 34,2% (1,2 milliards FCFA) du coût de cette composante et le Gouvernement 65,8% (2,3 milliards FCFA). Il est utile de signaler ici que le budget de la sous-composante ne contient aucune allocation pour l'entretien routier. La réhabilitation des pistes devait être achevée à la 3^e année du projet.

68. Les réalisations à date consistent en : (i) achèvement et validation des études de 127 km sélectionnés dans le départements de la Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux; (ii) études en cours pour 21.8 km; (iii) achèvement par PADEF des infrastructures entamées sous PRODER 2 après la clôture des prêts FIDA et OFID du PRODER 2 ce qui correspond à la réhabilitation de 21 km et 17 ouvrages d'art; (iv) signature de 2 conventions avec les Conseils Départementaux (Bouenza et Niari) pour l'entretien des pistes réhabilitées sous PRODER 2 et 3. Ces réalisations représentent 13% des objectifs quantitatifs de réhabilitation des pistes rurales du PADEF et 21% des objectifs quantitatifs des ouvrages de franchissement. Les dépenses et engagements sur cette composante représentent 16% du budget de la sous-composante. Le coût de la réhabilitation des pistes et construction des ouvrages de franchissement pour 149 km a été actualisé sur la base des études et s'élève à 2,3 milliards FCFA, dépassant ainsi le budget initial et les ressources disponibles.
69. La mission de revue à mi-parcours réitère la pertinence de cette composante au vu des résultats significatifs du désenclavement. Elle reconduit les mêmes recommandations formulées par la mission de supervision de juin 2015 avec un accent sur l'achèvement des infrastructures entamées sous le PRODER 2 et affectées maintenant au PADEF et sur l'entretien routier. Les principales recommandations de la mission sont les suivantes:
- (a) au vu des ressources nécessaires de 2,3 milliards FCFA pour réhabiliter 149 km et les ressources financières limitées actuellement sur le financement du FIDA et de Gouvernement, il est recommandé de surseoir à la réhabilitation des pistes (chaussées et ouvrages de franchissement) dans les départements de Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux. Ces activités peuvent être reprogrammées dès que les fonds de contrepartie deviennent disponibles notamment les arriérés de la contrepartie pour la période 2014-2015 qui s'élèvent à 1,2 milliards FCFA.
 - (b) pour les 3 ouvrages de franchissement sur la piste Pouna-Dimonika Makaba, héritée du PRODER 2, la mission a relevé que le chef de chantier et la mission de contrôle étaient tous deux absents pendant l'opération de coulage du béton du tablier du deuxième pont, sous une pluie battante. Le PADEF convoquera l'entreprise et le bureau de contrôle pour leur notifier les carences relevées, le paiement des pénalités, et les mettre en demeure le cas échéant.
 - (c) Comme indiqué par la mission de supervision de juin 2015, il semble nécessaire de restreindre l'entretien des pistes à des points critiques ciblés non loin des villages et d'envisager une autre approche pour les pistes surtout de grande

envergure et les pistes forestières (villages distants et peu peuplés). La mission a relevé un engagement de la part des Conseils Départementaux (CD) pour assurer l'entretien routier. A l'instar des Conseils Départementaux de Bouenza/Niari, l'entretien routier est inscrit dans le budget du département et les CGDC, responsables des brigades d'entretien, sont en place. L'UNGP est invitée à mettre en opération toutes les conventions signées en fournissant le matériel d'entretien, formant sur l'entretien en HIMO et suivant la régularité de l'entretien des pistes réhabilitées sous PRODER 2⁵. Le cadre logique révisé comportera une cible spécifique pour l'entretien routier des pistes du PRODER 2⁶.

- (d) la mission reconduit aussi la recommandation d'introduire une requête auprès du Gouvernement pour demander de manière officielle le financement des activités restantes du PRODER Sud sur le reliquat de la contrepartie nationale au titre de ces projets.

70. Les recommandations sont résumées dans le tableau suivant:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une convention avec le METP pour le suivi et la réception des ouvrages de désenclavement et pour suivre l'entretien routier des pistes réhabilitées sous PRODER 2	Coordonnateur et Spécialiste Infrastructures Rurales	Ebauche des TDR élaborés et soumis pour ANO avant 31 décembre 2015
Recueillir au préalable l'avis motivé marqué par une signature explicite du responsable des infrastructures avant les paiements et les réceptions des infrastructures	Coordonnateur et RAF	Immédiat
Assurer un suivi plus rigoureux des chantiers et documenter les rapports de suivi notamment pour les 3 ouvrages restant sur la piste Pounga-Dimonika Makaba et le dalot double de la piste Madingou-gare Kibounda, Ceci passe par les pénalités et la mise en demeure de l'entreprise et bureau de contrôle sur la piste Pounga-Dimonika Makaba et la formulation de l'avenant pour la démolition de l'ancien ouvrage sur la piste la piste Madingou-gare Kibounda.	Spécialiste Infrastructures Rurales et RPM	Immédiat
Introduire une requête auprès des Conseils Départementaux de la zone PRODER 2 pour demander l'entretien régulier des pistes réalisées/réhabilitées et l'inscription dans les budgets annuels. Former les CGDC et ingénieurs sur l'entretien en HIMO et fournir aux CGDC les outils d'entretien conformément à la convention signée avec les CD	Coordonnateur, Spécialiste Infrastructures Rurales	1 ^{er} trimestre 2016
Avec l'appui du MAE, négocier le financement des 149 km de pistes étudiées en fonction u décaissement des arriérés des fonds de contrepartie de la période 2014-2015.	Coordonnateur	1er trimestre 2016

71. **Composante 3 : Renforcement des capacités.**

72. La mise en œuvre de cette composante a été malheureusement très faible du fait du départ inopiné et la vacance de poste prolongée du Spécialiste des Renforcement des Capacités. La plus grande partie des investissements de cette composante ont portée sur la Microfinance.

⁵ Le suivi de l'entretien des pistes sous PRODER 3 est prise en charge sur le prêt OFID 1295 P. Il ne fait donc pas partie du PADEF.

⁶ Le PRODER 3 bénéficiera d'une prorogation du prêt OFID et les activités d'entretien pourront être exécutées pendant la période de prorogation.

Sous-Composante 1 – Renforcement des Capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche

73. En ce qui concerne la Sous Composante «Renforcement des capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche», le PADEF a organisé un atelier à l'endroit des Directeur Départements pour la préparation des PTBA. Les CSA ont été formés sur le tas pour le suivi de l'aviculture villageoise.
74. Pour la période restante du PADEF, le Programme devra mettre en place un programme de renforcement des capacités des structures déconcentrées en anticipation du rôle qu'elles joueront dans la capitalisation des acquis et la continuation des programmes engagés.
75. Par rapport au Pilote de Géolocalisation des Investissements du PADEF (Parcs à bois, aviculture villageoise – décrits en Composante 1), le PADEF devra organiser des formations en GPS pour les DD et leurs collaborateurs (y inclus les CSA).
76. Face à la difficulté de remonter des données, les CSA ont demandé à organiser un atelier avec les Responsables du SE de l'UNGP pour échanger sur les attentes de ce côté-là. La mission recommande d'organiser cet atelier avec les CSA dans les plus brefs délais et d'y traiter en même temps les attentes de l'UNGP par rapport à la collecte de données sur les effets qui est programmée pour les mois qui viennent.

Sous-Composante 2 – Renforcement des Capacités Organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs

77. Pour cette sous-composante, le PADEF a principalement mener des formations en gestion et formations techniques des bénéficiaires des appuis en production végétale (GIECs) et animale (aviculture). Du côté des Unions, le PADEF a contribué au financement des activités préparatoires et à la tenue des assemblées constitutives des unions de Yaya et de Londéla Kayes au Niari. Le PADEF avait toutefois planifiée de mener un nombre d'activité dans le PTBA 2015, mais comme elles n'ont pu être exécutées, elles seront reversées sur le PTBA 2016.
78. Pour cette sous-composante, la mission recommande de recentrer les interventions de cette sous-composante sur les activités suivantes : (i) le renforcement des capacités GIECs en techniques de transformation et mise en marché des produits ; (ii) favoriser l'émergence de 20 Unions des GIEC de bassins de production ; (iii) la mise en réseau des acteurs des filières halieutiques et avicoles ; (iv) la mise en place d'Animateur Relais et Aviculteur modèle pour aider les CSA.
79. Les pilotes de transformation du manioc requerront un programme de renforcement des transformateurs (voir description dans la Composante 2). Les détails figurent dans le Rapport Technique Détaillé.
80. Les principales recommandations sont reprises ci-dessous :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcement des capacités GIECs en techniques de transformation et mise en marché des produits : nouveaux GIECs (ouverture des Parcs a Bois dans les Zones) et aux bénéficiaires des activités de transformation du manioc (décrits dans la Composante 2);	UNGP	1 ^{er} Trimestre 2016 - Continu

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Recenser les GIECs opérant dans chaque département (PRODER, PADEF) et constituer un répertoire	Specialiste AgroP DDA Facilitateurs	1 ^{er} Trimestre 2016
Recenser les unions opérant dans chaque département	Specialiste AgroP DDA Facilitateurs	1 ^{er} Trimestre 2016
Renforcement des capacités GIECs en techniques de transformation et mise en marché des produits	UNGP Consultant en développement des filières	1 ^{er} Trimestre 2016

Sous-Composante 3 – Renforcement des Capacités Opérationnelles et institutionnelles des entreprises de micro finance

81. L'objectif du PADEF consistant à améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs ainsi que ceux de certains acteurs impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire est en train d'être atteint progressivement à partir des financements des CMEC et CEQ. L'état actuel de ce secteur se présente de la manière suivante :

- (a) **Renforcement des capacités des caisses.** Le renforcement de capacité est l'une des missions essentielles du PADEF, mais celle-ci n'a pas été effective sur le plan des formations qui seraient assurées au bénéfice des caisses et promouvoir ainsi leur développement. Les caisses dans leur ensemble par manque d'atouts techniques ont des difficultés à faire évoluer leur sociétariat, avec des conséquences sur le niveau des dépôts et ressources prêtables, sur l'octroi de crédit et la gestion des impayés, sur la gouvernance, les taux de transformation, l'arrêt de comptes annuels,... . A 2 ans de l'arrêt du projet, le PADEF doit prendre des dispositions afin d'assurer les appuis en formation à l'aide module minutieusement sélectionnés. Il doit être envisagé concomitamment à la formation un appui matériel aux caisses fortes pour qu'elles assurent leur nouveau rôle dans le cadre de la stratégie de regroupement.
- (b) **Renforcement des capacités de l'OPM.** Les missions de supervision passées avaient recommandé un renforcement de capacités en formation de l'opérateur, ce qui n'a pas été réalisé alors que le besoin est réel. L'équipe des animateurs départementaux est formée essentiellement en sensibilisation-animation, important en phase de lancement des caisses. La formation du personnel de l'OPM devra se réaliser pour lui permettre de mieux assurer les défis futurs. Cette institution s'est vue confier à une période récente le suivi des caisses des PRODER 1, ce qui ramène le total des caisses contrôlées à 30. **A cet effet des animateurs ont été déployés dans les départements de la cuvette ouest et des plateaux** mais les multiples tâches à exécuter nécessitent le recrutement d'un aide comptable et de moyens de déplacement. L'évaluation de l'OPM est une nécessité car non seulement son contrat arrive à terme en fin décembre 2015 mais aussi que les défis sont importants pour les 2 ans restant au programme.
- (c) **Evolution des caisses.** Elle se réalise de manière lente dans la zone des PRODER 2 avec la quasi-totalité des caisses qui tant bien que mal arrivent à couvrir leurs

charges par les produits dégagés par l'activité de crédit. Leurs charges fixes (notamment les émoluments) ajoutés aux impayés leur confèrent un maigre résultat qui n'augure pas de meilleurs lendemains, le PADEF devra soutenir financièrement l'activité des caisses moyenne, faible sur tout le réseau pour leur donner des chances de développement. Dans la zone des PRODER 2 une stratégie de rattachement a été mise en place suite aux recommandations des précédentes missions, elle permet le regroupement des caisses classées moyenne et faible autour des caisses fortes, ce qui a permis de redimensionner le réseau qui désormais passe à 9 caisses au lieu de 21. La stratégie mise en place est un atout dans la présentation des dossiers d'agrément qui seront soumis à l'analyse de l'autorité monétaire.

- (d) Dans la zone des PRODER 1, la redynamisation n'a pas été effective. Les assemblées générales ne se sont pas tenues en raison des cas de détournement non encore élucidés. Le programme devra impliquer les facilitateurs, les animateurs départementaux de ces zones dans la recherche de solutions. Les animateurs de l'OPM déjà en fonction dans la zone représentent une assurance pour un meilleur suivi des caisses.
 - (e) **Création de 5 nouvelles caisses.** La création des nouvelles caisses est inopportune en raison de l'état d'avancement de la campagne de sensibilisation où aucun adhérent n'a souscrit de parts sociales (capital), les délais court du programme et l'expérience des caisses des PRODER 1 laissés à l'abandon après le départ du projet.
 - (f) **Agrément des caisses.** Seules les caisses faisant l'objet de la stratégie de regroupement seront présentées au plus tard mars 2016 à l'agrément. Les autres notamment celles de la zone PRODER 1 suivront la démarche arrêtée qui aboutira à l'agrément et à l'intégration du réseau.
 - (g) **Recrutement d'un comptable.** Un comptable agréé CEMAC a été recruté pour certifier les comptes mais aussi pour accompagner le processus d'agrément des caisses. Cette mesure va permettre de réduire les délais dans le traitement des dossiers d'agrément et renforcer l'appui dans les domaines financiers et comptables.
 - (h) **Mise en réseau.** La mise en réseau des caisses est réalisable après l'obtention d'agrément de 5 caisses au moins. C'est de cette manière que la faîtière qui est aussi constitué comme une caisse va solliciter son propre agrément. Il est important compte tenu de la durée de ce processus que le PADEF prenne des mesures pour le lancement des actions préalables à sa constitution.
82. **Mesure d'appui.** La composante renforcement de capacités a connu des difficultés dans sa mise en œuvre en raison de l'absence du spécialiste assigné à cette tâche, pour assurer la correction à ce manquement il est important que le programme commette un cabinet/consultant pour assurer l'interface entre le PADEF, l'OPM et les caisses pour assurer un meilleur suivi des activités.
83. **Effets.** Les effets de la composante sur les populations ciblées dans les objectifs du programme sont perceptibles. Des témoignages reçus des membres, il ressort que les activités déployées

par ceux-ci se sont développées, diversifiées et ont permis d'acquérir non seulement des biens matériels, une aisance financière mais aussi une notoriété dans la localité.

84. Les recommandations sont résumées dans le tableau suivant:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Reconduire le contrat de l'OPM et recruter un cabinet/consultant pour l'évaluer	UNGP	Immédiatement
Recruter un cabinet/consultant pour servir d'interface entre le PADEF, l'OPM et les caisses pour combler le déficit en spécialiste renforcement de capacité	UNGP	Immédiatement
Relancer les dossiers de demande d'agrément des 9 CMEC constitués conformément à la stratégie de rattachement	UNGP/commissaire aux comptes/OPM	Au plus tard Mars 2016
Suivre en fonction de l'état des lieux réalisés dans la zone PRODER 1, la situation des caisses en difficulté (détournement) en impliquant les facilitateurs et animateurs départementaux, et envisager la relance par la tenue des assemblées générales électives.	UNGP/OPM	Immédiatement
Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des caisses forte, moyenne et faible afin de faciliter l'internalisation et le transfert de compétences prévus par le PADEF	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	A partir de février
Renforcer les capacités matérielles des caisses porteuses de la stratégie de rattachement et financières des caisses faibles et moyenne du réseau par le financement de leur charge fixe.	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	Dès mars 2016
Recruter un cabinet/consultant pour le lancement de la première phase de la mise en œuvre de la faîtière	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	Octobre 2016

D. État d'avancement de l'exécution du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF)

85. **Gouvernance du Programme.** La mission a constaté une faible coordination du suivi des acteurs et un manque relatif de pro activité par rapport aux contraintes rencontrées par ces acteurs. Trois exemples majeurs : (i) chez les aviculteurs, la principale plainte des acteurs de cette activité, notamment les bénéficiaires secondaires, porte sur la mortalité élevée des poussins en raison des problèmes d'accès aux aliments et aux vaccins. Il est étonnant que seules les statistiques de ces pertes aient été présentées à la mission, avec peu d'initiatives réactionnelles par rapport à ce mal. Ceci peut être attribué à la fois aux faibles moyens dont disposent les services techniques de suivi des acteurs, à l'apparente lourdeur du système administratif du PADEF, et peut-être aussi au fait que le suivi des bénéficiaires secondaires semble laissé aux seuls bénéficiaires primaires qui donnent la priorité au remboursement des dons reçus dans le système de métayage. Cette faiblesse est relativement atténuée, dans certains sites, à l'instar de Kinkala et de Mindouli, par des initiatives proactives de quelques acteurs, voire de quelques CSA et Facilitateurs, qui mettent en place un système relais de fourniture de vaccins ou d'aliments complets (ii) la mission de supervision de mai-juin avait constaté des infractions lourdes – voire même des détournements – de la part de l'aide-comptable Cuvette et du CSA Oyo mais le projet n'a à ce jour mené aucune investigation ni pris aucune sanction à leur encontre.

86. **Dispositif de pilotage.** La mise en œuvre du programme a été placée sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAE) avec un dispositif institutionnel reposant sur un Comité National de pilotage du Programme (CNP). Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, agent principal du programme, s'est impliqué dans la coordination et la supervision générale du PADEF et a mené un certain nombre d'activités : (i) Comité de pilotage présidé par le Directeur de Cabinet, Président ; (ii) comités de recrutement et d'évaluation du personnel de l'UNGP, des FAC et AC ; (iii) supervision des différents ateliers organisés (atelier de lancement du PADEF ; atelier d'appropriation ; atelier dynamique de groupe et esprit d'équipe) ; (iv) adoption des PTBA et du manuel de procédures administratives, comptables et financières ; (v) signature des contrats du personnel de l'UNGP et rupture des contrats des cadres du PADEF dans le cadre des mesures correctives (Coordonnateur ; RAF et comptable du PADEF) ; (vi) participation aux missions de supervision ; (vii) rencontres, échanges, concertations avec le FIDA (chargé du portefeuille et bureau de liaison) ; (viii) décision de transférer la passation des marchés de l'UNGP à la cellule de passation des marchés du MAE, en concertation avec le FIDA, en vue d'améliorer la performance du programme ; (ix) conventions de partenariat avec les structures techniques du MAE (Direction générale de l'élevage...directions départementales de l'agriculture et de l'élevage) ; (x) convention de partenariat avec le Ministère de la recherche et de l'innovation (IRA) ; (xi) collaboration MAE avec Ministère des Finances et du portefeuille public, UNGP, FIDA ; (xii) collaboration permanente du MAE avec Ministère des Finances et du portefeuille public, UNGP, FIDA. Au début du projet, notamment pendant ses deux premières années, le MAE a exercé un contrôle sur les missions de terrain afin d'amener l'UNGP à mieux maîtriser les coûts de fonctionnement. On constate toutefois que ces mesures n'ont pas atteint leurs objectifs : le coût de fonctionnement représente 205% l'allocation initiale sur les fonds de contrepartie et 78% sur les ressources du prêt FIDA; le manque de suivi et présence sur le terrain a contribué à réduire la qualité de la mise en œuvre notamment pour les travaux de génie civil. Avec le recrutement du coordonnateur actuel en juin 2014, la gestion des missions de terrain relève de la Coordination du projet.
87. **Gestion du Programme.** Comme mentionné lors de la mission de supervision, trois problèmes majeurs persistent sur le plan de la gestion du programme: *(i) manque de planification stratégique (activités programmées dans le PTBA sont souvent mises en œuvre dans la précipitation, absence d'un plan de trésorerie, et absence d'une planification pluriannuelle des ressources et des activités du projet et l'absence d'une concentration des activités en lien avec les disponibilités budgétaires des fonds alloués); (ii) l'équipe de l'UNGP travaille de manière cloisonnée avec pour conséquence dans des retards ou incohérence dans la mise en œuvre (cloisonnement entre les services technique et le Service Administratif et financier); (iii) cas où des activités sont sacrifiées du fait de manque d'arbitrage de cadres qui ont une vue opposée sur un dossier.* Depuis son démarrage, le projet a en outre connu une grande instabilité et un renouvellement fréquent du personnel clé. Ainsi, le projet a déjà eu 3 coordinateurs, et le RAF et Comptable ont été relevés de leurs fonctions suite aux constats de la troisième mission de supervision sur le maintien de la faible performance de la gestion financière. Un nouveau RAF et Comptable ont pris fonction depuis le mois de novembre 2015. L'évaluation du personnel recommandée par les missions de supervision précédentes n'a pas encore eu lieu alors que le faible niveau de performance des différents volets est assez révélateur de lacunes sérieuses au niveau technique.

88. Après les constats de plusieurs missions de supervision et de suivi concernant la faible performance de l'équipe Administrative et Financière de l'UNGP, le MAE a procédé à leur évaluation et a mis fin à leurs contrats. Le Programme a recruté un nouveau RAF et un nouveau Comptable, et avec une Assistance Technique du FIDA travaille à mettre en ordre la gestion financière du PADEF. Le Coordonnateur devra profiter de ce changement au niveau du SAF pour activement instaurer une meilleure collaboration entre l'équipe du SAF, les Spécialistes et les responsables du Suivi/Evaluation. En effet, comme noté de manière extensive par les missions de supervision et de suivi précédentes, le manque de synergie (collaboration) entre les membres de l'UNGP en général et entre le SAF et le reste de l'équipe avait résulté dans une mise en œuvre incohérente, une programmation technique qui ne tenait aucun compte de la trésorerie et vice-versa, des pièces justificatives non transmises par les spécialistes ou "perdus" dans les bureaux de la SAF, ce qui empêchait de constituer les DRF et donc d'alimenter les comptes du projet, etc.
89. Les évaluations recommandées par les missions de supervision précédentes ne se sont limitées à ce jour qu'à l'ancienne équipe de gestion financière de l'UNGP (RAF et Comptables). La mission réitère l'importance de mener le même type d'évaluations des performances sur toute l'équipe du PADEF, y compris le Coordonnateur, les Spécialistes et personnels d'appui administratif, ainsi que les Facilitateurs et Aides-Comptables. Les évaluations devront être organisées et supervisées par le MAE, tout en permettant que les agents soient évalués par leurs superviseurs directs respectifs. Le système d'évaluations mis en place devra prévoir des auto-évaluations par les agents et la possibilité de recours à un arbitrage neutre en cas d'évaluations contestées.
90. Les constats de la mission en matière de gestion/coordination sont détaillés dans le Rapport Technique.
91. **Suivi-Evaluation.** Le PADEF est doté d'un même dispositif de suivi-évaluation que les PRODER 2 et PRODER 3. Avec la clôture des PRODER, le dispositif de suivi-évaluation du PADEF est désormais dédié à la mise en œuvre du PADEF. Les principaux acquis sont au stade actuel : (i) l'existence d'un personnel au niveau UNGP (deux cadres), (ii) un manuel de suivi-évaluation validé par le comité national de pilotage en novembre 2014, (iii) l'existence d'une base de données informatisée finalisée en avril 2015 (logiciel Ruche) et qui permet un partage des données à distance via l'internet.
92. La Base de Données est accessible au niveau départemental par les Facilitateurs et les cadres et d'agents (y compris les agents des services techniques de l'Etat) chargés de la collecte et de la transmission des données sur la mise en œuvre du programme, l'appui à l'élaboration des PTBA et la production périodique de rapports sur la mise en œuvre du programme. Les Chefs de Secteurs Agricoles (CSA) assurent le suivi rapproché des activités et collectent périodiquement les données sur la mise en œuvre selon des canevas fournis par l'UNGP. Des missions de suivi sont menées, mais malheureusement pas de manière régulière et souvent en conjonction avec les missions des équipes techniques. Les missions de suivi ne génèrent pas systématiquement de recommandations pour corriger les problèmes constatés sur le terrain.
93. Le suivi-évaluation du PADEF ne comprend pas non plus de dimension capitalisation des innovations et meilleures pratiques présentes sur le terrain ni de gestion des connaissances au sens plus large. Cette fonction devra être en partie assurée par le Spécialiste en

- Communication nouvellement recruté mais les outils et méthode de travail devront être développés conjointement avec le SE.
94. La mission de supervision de mai-juin 2015 avait constaté un certain nombre d'insuffisances dans le dispositif de suivi, de collecte et de transmission des données du terrain à l'UNGP. La mission a noté que tel que présenté, le dispositif de suivi, de collecte et de transmission des données paraît approprié à première vue et semble à même de rendre compte efficacement de la mise en œuvre du projet. Cependant, le système connaît beaucoup de difficulté et n'a pu à jour renseigner correctement les données que le projet devrait collecter (voir Rapport Technique). Comme constaté précédemment, la mission de RMP a relevé que la Base de Données ne comprend que les données des GIECS mais aucune donnée sur les bénéficiaires individuels bien que le projet dispose d'un certain nombre d'informations (essentiellement le nom, sexe, localité). En outre, les Codes Analytiques du Suivi-Evaluation et ceux de la Gestion Financière ne sont pas alignés, ce qui ne permet pas de faire un suivi cohérent et simultané de réalisations physiques et financière du PADEF. La mission recommande de profiter de la révision du COSTAB et le nouveau PTBA 2016 pour aligner les Codes Analytiques.
95. **Ciblage de la pauvreté.** Bien que le PADEF cible en général les pauvres ruraux, des problèmes de ciblage ont été relevés, plus particulièrement dans l'opération d'aviculture villageoise (voir Composante 1, Sous-composante 2). La mission de supervision de mai-juin 2015 avait constaté à l'examen par la mission des termes de référence du personnel du projet, qu'aucune mention n'y est faite à propos du ciblage. Aucune responsabilisation spécifique n'est faite pour la prise en charge du ciblage. En absence de responsabilité spécifique, cette dimension ciblage manque de systématisation et de rigueur sur le terrain.
96. **Parité genre et inclusion des jeunes.** Du fait de l'absence de données sur les bénéficiaires individuels, il est difficile d'établir à quelle mesure le PADEF respecte les aspects de parité genre. Le projet fait état du sexe des bénéficiaires mais ne collecte aucune information sur leur Age ni par le rôle que les acteurs jouent dans les groupements auxquelles ils appartiennent. En l'absence de politique de genre, le projet ne mène aucune activité spécifique pour promouvoir la responsabilisation des groupes vulnérables. A l'examen des listes de bénéficiaires, la mission constate qu'il y a toutefois un équilibre dans les proportions d'hommes, de femmes et de jeunes : les activités de production sont dominées par les hommes, l'aviculture est partagée entre les hommes et les femmes, Le volet pêche et pisciculture dans cette première partie a mis la priorité aux femmes représentées à 54% et les jeunes à 36%. Cette tendance est appelée à se consolider dans la suite de la mise en œuvre. Le maillon de transformation du manioc, qui fera bientôt l'objet de pilotes (Composante 2) est dominé par les femmes à l'exception du Gari qui est exclusivement produit par des jeunes hommes.
97. **Innovation et apprentissage.** La pratique de la pisciculture repose globalement sur une production couplée dans la même exploitation d'alevis et de poisson marchand avec des densités moyennes de 2 à 3 alevins au m². Les grands producteurs du Kouilou qui disposent des marchés assurés des consommateurs plus huppés capables d'acheter le poisson à 4 000 – 5 000 F CFA/kg sont attachés à ce système de production. La pratique diffusée par le PADEF repose sur une production professionnalisée par maillon de la chaîne au travers laquelle chaque acteur est identifié. Le pilote diffusé est composé de trois maillons séparés. Il s'agit d'un provendier, d'un alevinier et d'un producteur de poisson marchand. Chacun d'eux a un rôle précis. Le provendier produit un aliment de qualité "équilibré" possédant tous les

nutriments et le met à la disposition de l'alevinier et du producteur de poisson marchand. L'alevinier produit des alevins mono sexés mâles et les livre au grossisseur. Le producteur de poisson marchand ou grossisseur empoissonne son étang à une densité de 5 alevins/m² à la taille de moyenne de 300 g. Ce principe laisse donc la possibilité à tout acteur intéressé de se lancer dans l'activité de pisciculture avec renouvellement des bandes tous les cycles. La 2^{ème} innovation est l'intégration des bénéficiaires dans les circuits de la microfinance rurale avec la possibilité de disposer un fonds revolving pour accompagner les nouveaux producteurs.

98. **Adaptation au changement climatique.** Les variétés de manioc introduites par le programme ont toutes l'avantage d'être très précoces par rapport aux variétés locales. La mission a toutefois constaté que les producteurs ne se sont pas encore habitués à ces nouveaux cycles et ont besoin d'encadrement pour mieux planifier (phasage de la production en fonction de la capacité de transformation et écoulement) leur production afin d'éviter des pertes. Les productions appuyées par le programme ont également un impact minimal sur l'environnement du fait du non-usage d'engrais chimiques et de pesticides. Le défrichage des forêts naturelles du fait du problème foncier et de la mise en jachères prolongées doivent toutefois être suivis de près pour éviter la déforestation.
99. Les recommandations pour les aspects institutionnels et le suivi-évaluation sont inclus dans le tableau ci-dessous:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Gestion Coordination		
Amélioration des Synergies et Synchronisation de la gestion technique et financière des activités du programme. Instaurer une meilleure collaboration entre l'équipe du SAF, les Spécialistes et les responsables du Suivi/Evaluation. Coordonnateur		
Opérationnalisation du PTBA : instaurer programmations technique et financière conjointes à travers des Plan de Travail Opérationnels Trimestriels	Coordonnateur	1 ^{er} Trimestre 2016 (après adoption PTBA 2016)
Réunions hebdomadaires de gestion du projet soient conjointement organisées par le RAF et la RPSE.	Coordonnateur RAF RPSE	Immédiat et permanent
Administration des contrats et conventions: Adopter des modalités claires pour la gestion technique et financier des contrats (y inclus indiquer pour chaque contrat qui sera en charge de sa supervision technique et de l'interface avec les financiers)	RAF RPSE Spécialistes Techniques	Immédiat et permanent
Codes Analytiques: Harmoniser Codes Analytiques pour TOMPRO & RUCHE	RAF RPSE	1 ^{er} Trimestre 2016 (après adoption PTBA 2016)
Evaluations du personnel. Mener les évaluations des performances sur toute l'équipe du PADEF, y compris le Coordonnateur, les Spécialistes et personnels d'appui administratif, ainsi que les Facilitateurs et Aides-Comptables (évaluer les déficits en capacités et adopter plan de	MAE Coordonnateur RAF (RH)	1 ^{er} Trimestre 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
renforcement des capacités)		
Recadrer et consolider le rôle du Suivi/Evaluation dans le programme, au regard des contraintes de programmation, suivi et évaluation des activités du programme et des insuffisances récurrentes dans la remontée des données des Départements vers l'UNGP	Coordonnateur	Immédiat et permanent
Pilotage.		
Instaurer suivi rapproché par le CNP - désigner en son sein des agents de liaison avec l'UNGP (notifier UNGP et FIDA)	MAE CNP	1er Trimestre 2016
Mobiliser ressources nécessaires pour missions de terrain du CNP (à la demande du CNP)	Coordonnateur RAF Spécialistes Techniques	
Concertation et communication		
Au niveau Central.		
Communication entre MAE et UNGP. Etendre échanges entre UNGP et MAE au Conseiller chargé des Projets et Programmes + différents DG	Coordonnateur MAE	Immédiat et permanent
Protocoles et Conventions. Suivi technique et financier plus stricte	Coordonnateur RPSE RAF Spécialistes Techniques	Immédiat et permanent
Concertations avec BP FIDA. Instaurer réunions périodiques et formelles		Immédiat et permanent
Concertation interministérielle. Renforcer collaboration avec les différents ministères pour lever goulots d'étranglement identifiés par acteurs a la base (ex : Ministères chargés des finances, de l'intérieur, du commerce, des transports, etc..).	MAE	2eme Trimestre 2016 - continu
Au niveau Départemental		
Coordination Départementale du PADEF. Clarifier les rôles et apporter l'appui nécessaire aux DDA – en tant que Coordonnateur des activités dans les départements – et les autres DD. Transférer progressivement le leadership des interventions techniques aux DD concernés	Coordonnateur DGA DGE	1 ^{er} Trimestre 2016
Mobiliser les ressources pour les missions de Suivi des DD (indépendamment des missions de l'UNGP ou des facilitations)	UNGP	Immédiat et permanent
Etablir un circuit des correspondances administratives et rapports entre les CSA et l'UNGP qui passe par les DDA	Coordonnateur	Immédiat et permanent
Identifier collaborateurs des DD qui peuvent assurer suivi en leur nom	DDA, DDE, DDPa, DDTP	1 ^{er} Trimestre 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Remontée des données. CSA : imposer un système de paiement des indemnités des CSA basée sur la performance ; Facilitateurs : assurer une évaluation plus régulière de leurs performances et des rappels à l'ordre par le Coordonnateur	Coordonnateur RAF RPSE	Immédiat et permanent
Mobilisation des fonds. Mieux coordonner les appels de fonds pour les activités de terrain	RAF RPSE Spécialistes Techniques FAC	Immédiat et permanent
Capitalisation des acquis du PADEF et des PRODER. Mettre les DD au cœur de l'exercice de capitalisation à travers le géo-référencement. Rétrocéder les GPS déjà acquis par l'UNGP aux DD.	RPSE	2eme Trimestre 2016 – continu
Recommandations spécifiques par rapport à des activités planifiées dans les Composantes Techniques :		
Composante 1 & 2 – Recensement et Catalogage des GIECS et Aviculteurs: Nécessité de Créer des définitions claires des catégories GIEC et Aviculteurs et Groupes de Transformation avec l'appui des Spécialistes	Spécialiste AgroP RPSE DDA DDE	1 ^{er} Semestre 2016
Composante 2 – Pilotes de Transformation : Mettre en place les procédures et critères de sélection des bénéficiaires des Microprojets. La mission recommande de s'approcher du PDARP afin d'échanger sur leur expérience en financement des Microprojets et adapter leur manuel de procédures (PDARP)	Coordonnateur RAF	1 ^{er} Trimestre 2016 (Prérequis Avant mise en place des pilotes)
Établir TDR et Recruter une Assistance Technique pour pallier au poste vacant de chargé de renforcement des capacités au sein de l'UNGP, un poste qui s'avère essentiel au regard des objectifs de cette composantes tels que décrits dans l'accord de financement et besoins en renforcement des capacités des OP (GIEC et Unions) et des services techniques	Coordonnateur	Urgent
Suivi-Evaluation		
Adresser de manière concertée avec les DDA le problème de la remontée des données	RPSE	Urgent – 1 ^{er} Trim. 2015
Organiser et planifier des missions de suivi/vérification de la réalisation des activités sur le terrain – Etablir et communiquer aux techniques les recommandations d'amélioration de la mise en œuvre	RPSE	Immédiat
Créer un Canal de remontée des données techniques nécessitant une intervention urgente (résurgence des maladies du manioc, mortalité des volailles, chutes de pontes, etc...)	RPSE Spécialiste AgroP DGA, DGE	Immédiat - Urgent

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Ciblage: - Responsabiliser de manière spécifique un des cadres pour les aspects Ciblage (RSE comme c'est la pratique dans d'autres projets) - Actualiser la stratégie ciblage du Projet et la communiquer aux partenaires de mise en œuvre (MAE, MTP, structures déconcentrées, prestataires) - Surtout en vue des activités de sélection de bénéficiaires secondaires, des Microprojets, etc...	RPSE	1 ^{er} Trimestre 2016 - Continu
Clarifier le mandat et les rapports hiérarchiques et de travail des facilitateurs (avec UNGP & DD)	RPSE	Immédiat
Etablir des plans de travaux/plans opérationnels trimestriels avec les FAC et DD et des programmes de sorties et en faire un suivi rapproché	RPSE	Immédiat (dès adoption PTBA 2016)
Travailler avec les facilitateurs pour améliorer la qualité et la diligence/ponctualité des rapports	RPSE	Immédiat – Continu
Travailler avec le service administratif et financier et les responsables suivi-évaluation pour une plus grande synergie des données physiques et financière du projet	RPSE RAF	Immédiat (dès adoption PTBA 2016) – Continu
Insérer dans la base de données les données individuelles et désagréger les données de la base de données par genre (h/f)	RPSE	Immédiat – Continu
Gestion des Connaissances et Communication		
Exploiter et valoriser les rapports d'achèvement des PRODER et la situation de référence du PADEF pour quantifier les indicateurs du cadre logique et gestion des connaissances	Spécialiste Comm. RPSE	1 ^{er} Semestre 2016
Développer des outils de communication des acquis du programme et innovations rencontrées sur le terrain (couveuses traditionnelles et modernes, tontines de travail, problèmes de provende et innovations dans la recherche de solution, adoption et adaptation du nouveau matériel génétique introduit, etc...)	Spécialiste Comm. RPSE	1 ^{er} Semestre 2016
Mettre en place un dispositif de suivi systématique des effets de la mise en œuvre du PADEF sur les bénéficiaires et capitaliser les bonnes pratiques	RPSE (avec Spécialiste Comp. Techn. & Comm.)	1 ^{er} Semestre 2016

E. Aspects fiduciaires

100. **Gestion financière.** Un plan d'action d'urgence a été recommandé par la mission de supervision du PADEF en juin 2015 pour remédier aux insuffisances relevées par les missions de supervision antérieures et par les missions d'audit. Il en a résulté : (i) le licenciement de la RAF et Comptable du PADEF en août 2015 et la mise en place d'une équipe intérimaire du Service Administratif et Financier constituée de Comptable du PRODER 3 qui a assuré la fonction de RAF ai et l'Aide Comptable de Likouala qui a assuré la fonction de comptable ai; (ii) le recrutement d'un expert en gestion financière pour accompagner l'équipe intérimaire et

assurer le coaching de l'équipe nouvellement recrutée; (iii) l'entrée en fonction en novembre 2015 du nouveau RAF et Comptable du PADEF; (iv) la finalisation et validation/ non objection du manuel des procédures administratives, financières et comptables en novembre 2015; (v) la revue des fonds de contrepartie par une mission d'experts en août 2015. Les résultats de cette étude sont intégrés dans ce rapport (voir section ci-dessous sur les fonds de contrepartie) et devront faire l'objet de discussions plus approfondies avec le Ministère des Finances et le MAE. La mission relève que le MAE a appliqué les mesures convenues pour redresser le SAF dans le plan d'urgence à l'exception de la mise en œuvre des mesures disciplinaires convenues pour le licenciement du personnel ayant commis des fautes lourdes à l'antenne d'Oyo (détournement de fonds). Cette recommandation est donc reconduite par la présente mission.

101. La situation du PADEF en Septembre 2015 présentait les faits alarmants suivants : (i) le budget annuel validé pour l'exercice de 2015 est de 3.974. 929.385 F CFA mais seulement un montant de 44.740.000 F CFA était saisi dans le système comptable; (ii) les dépenses effectuées par les 10 départements du programme n'étaient pas saisies depuis janvier 2015 jusqu'au 30 septembre 2015; les comptables départementaux n'envoyaient pas les pièces comptables depuis avril 2015 et pourtant, le PADEF versait régulièrement leurs salaires; (iii) les aides-comptables dans les départements n'ont pas bénéficié d'une bonne introduction et n'ont pas été suffisamment informés sur le travail à faire, et ne comprenaient pas les formats des rapports à produire; (iv) le Comptable ai n'avait pas été initié sur l'utilisation du logiciel TOMPRO et ne pouvait donc pas saisir les pièces⁷; (v) un montant de 110 millions de F CFA en avance n'était pas encore justifié par les agents du projet et certaines avances remontaient à 2014; (vi) un compte désigné avec un déficit de plus de 90 millions de F CFA alors que le montant autorisé s'élève à 200 millions FCFA; (vii) absence de stock pour les fournitures de bureau et les fiches de stock ne sont pas d'usage au PADEF; (viii) le registre des contrats n'était pas tenu suivant les normes exigées par le FIDA; (ix) désordre dans la distribution des chèques où tout le monde pouvait distribuer les chèques au PADEF et pour cette raison, des chèques signés pouvaient passer plus d'un mois dans les armoires avant d'être distribués aux bénéficiaires; (xi) les fonds de contrepartie pour un montant de 1,2 milliards de F CFA n'ont pas été payés au titre des exercices 2014 et 2015. On relève aussi que la passation des services entre le RAF et Comptable sortants et l'équipe SAF intérimaire ne s'est pas déroulée dans de bonnes conditions: la RAF sortante a présenté une situation administrative et financière non exhaustive, certaines données financières n'étaient pas à jour, la base de données comptables qui devrait alimenter le rapport de la RAF n'était pas à jour. Le comptable sortant n'a pas participé à la cérémonie de remise et reprise et il n'a remis aucun document figurant sur la liste des documents requis. Le SAF intérimaire a donc hérité une situation confuse.
102. La situation fin octobre 2015 a évolué de la manière suivante: (i) le comptable ai a été formé sur le logiciel TOMPRO et a fortement contribué à la saisie du budget pour l'exercice 2015 et a remonté les saisies des pièces comptables des départements depuis janvier 2015 jusqu'au 30 septembre 2015; (ii) le comptable ai a aussi initié la classification des dépenses départementales; (iii) l'expert en gestion financière et le RAF ai ont dispensé une formation aux aides-comptables sur l'utilisation du logiciel Excel et l'initiation sur le logiciel TOMPRO. Des indications claires et simples ont été données sur le travail à faire. Ils ont été notifiés par écrit que dorénavant, des sanctions seront prises pour l'aide comptable qui ne parviendra pas de déposer le rapport financier et les pièces comptables du mois précédent avant le 10 du mois

⁷ Le RAF ai cumulait ainsi les fonctions de RAF et de comptable.

- en cours⁸; (iv) le montant des avances non justifiées par les agents est passé de 111 036 771 FCFA à 38 651 689 FCFA; (v) le SAF avait commencé le rapprochement des comptes pour établir une DRF de réapprovisionnement du compte désigné. Cependant la transmission de cette DRF était retardé par la non obtention des spécimens de signature pour le nouveau RAF⁹; (vi) la liquidité est estimée à 5,2 millions de F CFA ce qui représente 2,6 % de l'avance initiale de 200 millions de F CFA. Pour pallier à la faible trésorerie sur le compte désigné du FIDA, le PADEF a puisé sur les fonds de contrepartie des deux PRODERS pour un montant de plus de 387 millions de F CFA; (vii) les pièces comptables ne sont toujours pas adéquatement classées et le bureau du comptable n'est pas suffisamment large pour le classement. Un conteneur a été aménagé et le projet y gardera tous les classeurs pour les années antérieures. De même, une chambrette a été aménagée dans le conteneur pour servir de stock; (viii) l'assistante comptable devra reprendre toutes les fournitures pour les enregistrer sur les fiches de stock. Toute sortie de stock sera dorénavant sur base d'une réquisition approuvée par le RAF; (ix) la mise à jour du registre des contrats de PADEF. Le registre des contrats a été repris depuis le début du Programme jusqu'à la date d'aujourd'hui. La RPM sera tenue de mettre à jour le registre au fur et à mesure que les activités du PADEF avancent; (x) le manuel des procédures a été amendé et l'une des caractéristiques de la version amendée est que l'organigramme montre bien à présent la chaîne de commande entre les divers niveaux hiérarchiques.
103. Le nouveau RAF et Comptable ont été initiés sur : (i) l'utilisation du logiciel TOM2PRO; (ii) le rapprochement du compte désigné; (iii) l'accord de financement et la lettre à l'emprunteur; (iv) le manuel sur le décaissement projets FIDA.; (v) la préparation des DRFs. La mission juge que le nouveau personnel du SAF a les bases nécessaires pour exécuter leur travail. Toutefois, il y a encore besoin d'accompagner la nouvelle équipe et de lui dispenser une formation de perfectionnement dans l'une des formations organisées par la société TOMATE en Afrique. Le comptable de PRODER 3 devrait continuer l'accompagnement dans les autres aspects non couverts notamment l'édition des DRFs. Lors de la cérémonie de passations de service, le RAF ai a présenté les soldes des comptes mais n'a pas fait un rapprochement des comptes. La mission note que le rapprochement des comptes est un travail qui est encore en cours. La situation mise à jour sera présentée dans le rapport de la mission.
104. La situation actuelle du SAF du PADEF est fragile et n'est pas encore conforme aux bonnes pratiques dans le domaine. Le redressement de la gestion financière devra donc se poursuivre de manière méthodique. La mission recommande donc le maintien de l'assistance technique internationale pour poursuivre le renforcement des capacités du SAF. Elle félicite le Comptable PRODER 3 pour le travail abattu et recommande que son coaching de la nouvelle équipe prenne fin au 31 décembre 2015 et qu'il soumette un rapport détaillé de la situation financière du PADEF au 31/10/2015 (période de la passation des services).
105. **Décaissements.** A la date de la revue à mi-parcours, la durée du projet est de 2,5 ans soit 50% de la durée totale. Au 30 octobre 2015, le prêt FIDA affiche un solde de 3,19 millions de DTS soient environ 4,37 millions de dollars USD. Les décaissements effectif cumulés sur le prêt FIDA sont évalués à 1,6 millions de DTS soit 25,18% du montant total du prêt. En considérant les différents engagements financiers, les dépenses totales sur le prêt FIDA s'élèvent à 3 millions

⁸ Il a été constaté que les aides comptables de la Cuvette et de la Cuvette Ouest n'avaient pas le niveau requis pour faire le travail. Ils n'ont pas de notion sur l'utilisation du logiciel Excel et ont éprouvé des difficultés à comprendre les notions de base de la comptabilité.

⁹ Cette contrainte est maintenant levée puisque le Ministère des Finances a envoyé au FIDA les nouveaux spécimens de signature le 7 décembre 2015. La DRF est attendue au FIDA la semaine du 14 décembre 2015.

de DTS représentant 48% du montant total du prêt en DTS. Il est à noter, sur la base des calculs de la mission suite à l'appréciation du USD vis-à-vis de DTS, la valeur du prêt a été réduite d'environ 1,2 million USD passant de 9,8 millions USD initialement à 8,6 millions USD environ aujourd'hui.

106. **Décaissements et engagements par catégorie.** Les catégories enregistrant le taux le plus élevé de décaissement et d'engagements sont : la catégorie 2 véhicules/ équipements et intrants qui enregistre un taux de 81.37%; la catégorie IV coût de fonctionnement avec un taux de 78.2%; la catégorie IIId Contrats et Conventions avec un taux de 73.22%; la catégorie IIIa études avec un taux de 64.6%; la catégorie V salaires avec un taux de 64.34%.
107. **Décaissements et engagements par composante:** les composantes ayant enregistré le taux de décaissement et d'engagements les plus élevés sont : la coordination et suivi évaluation avec un taux de 78.52%; l'appui à la production avec un taux de 46.65%; appui à la transformation et la commercialisation avec un taux de 23.37%; et le renforcement des capacités avec un taux de 9.75%. Les activités liées à la conservation/transformation/ commercialisation des produits de pêche, au renforcement des capacités, et à la transformation et commercialisation des produits agricoles sont celles qui enregistrent le taux de décaissement et d'engagement les plus faibles avec 2.5%, 9.75% et 11.39% respectivement.
108. **Dépenses inéligibles.** L'audit de l'exercice 2013 et 2014 a identifié un montant de dépenses non éligibles s'élevant à 120 710 634 FCFA. Ces dépenses sont non éligibles car soit non comprises dans le PTBA soit non comprises dans le PPM de 2014. A la date de rédaction de ce rapport, le FIDA n'avait pas encore communiqué au Ministère des Finances le plan de remboursement de ce montant.
109. **Fonds de contrepartie.** Au 31 octobre 2015, l'apport de la contrepartie consiste en un montant total de 886 500 000 FCFA répartis en versement de 400 millions FCFA au démarrage du projet et affectation du solde du fonds de contrepartie du PRODER NORD soit 486 500 000 FCFA au PADEF. Les fonds de contrepartie pour les années 2014 et 2015 bien qu'inscrits dans le budget national n'ont pas été versés. La raison avancée est la contrainte budgétaire générale qui touche le pays depuis la chute du prix du pétrole en 2014. Les dépenses sur les fonds de contrepartie s'élèvent au 31/10/2015 à 853 828 953 FCFA. En comptant les engagements, ce montant atteint 1,2 milliards FCFA au 31/12/2015 environ ce qui est supérieur au montant disponible sur le fonds de contrepartie du PADEF. La différence sera probablement financée par les fonds de contrepartie du PRODER 2 et PRODER 3 en l'absence de nouveau versement par le Gouvernement. Actuellement, les financements croisés consistent en : (i) un montant de 17 237 500 FCFA du PRODER 3 lié au paiement des frais de gardiennage et de location de bureau; un montant de 28 660 257 FCFA. Pour les frais de gardiennage, du bureau, fourniture d'internet, consommation d'électricité, cérémonie de réception des véhicules, etc... Toutefois un montant de 25 millions FCFA environ concernant un litige avec l'entreprise ATD du PRODER 3 devra être réaffecté au fonds de contrepartie du PRODER 3.
110. **Décaissements et engagements par catégorie sur les fonds de contrepartie.** Les catégories enregistrant le taux le plus élevé de dépenses et d'engagements sont : contrat et conventions avec 327%; coût de fonctionnement avec 205%; véhicules et équipements avec 53%; formation avec 31%. Les dépenses et engagements représentent 15% du montant budgétisé initialement pour les salaires, environ 5% pour les études et 2.8% pour le génie civil.

111. *Décaissements et engagements par composantes.* Le taux de dépenses et engagements est le plus élevé pour les composantes suivantes : la coordination et suivi évaluation avec 304%; le renforcement des capacités avec 37%; l'appui à la production avec 30.6%. Certaines sous-composantes ont enregistré des niveaux très élevés de décaissements et engagements : le suivi évaluation avec 4349%, l'appui à la production animale avec 335%, et la gestion du programme avec 274.67%.
112. La mission de revue des fonds de contrepartie de PRODER 2, PRODER 3 et PADEF a relevé dans le cas spécifique de PADEF un montant de 49,32 millions FCFA environ qui n'est pas appuyé par des pièces justificatives probantes; un montant de 17,24 millions FCFA accordé à des personnes physiques et dont les dépenses ne sont pas justifiées par des pièces probantes; des dépenses de 24,23 millions FCFA faisant l'objet de marchés n'étant pas soumis à l'avis de non objection du FIDA. Les dépenses rejetées par le FIDA sont imputées aux fonds de contrepartie sans notification au Gouvernement.
113. La mission de revue des fonds de contrepartie a épinglé les pratiques suivantes qui ne facilitent pas la libération des fonds de contrepartie. Il s'agit de : (i) la procédure qui devrait être déclenchée dès le mois de juillet – août pour intégrer le processus de l'élaboration du budget de l'Etat pour l'exercice concerné (année civile) n'est pas appliquée de manière formelle. Cette procédure devait permettre de déterminer le montant de la contrepartie sur la base des tableaux des coûts présentant les prévisions de dépenses annuelles du Programme; (ii) le rapport d'activités du PADEF est communiqué au Ministère des Finances mais il ne comprend pas les données financières détaillées relatives à l'utilisation des fonds de contrepartie; (iii) les dépenses effectuées par le Projet et considérées comme inéligibles et non remboursées par le FIDA sont affectées au compte de contrepartie pour une prise en charge par le Gouvernement, sans aucune autorisation préalable du Gouvernement ou même une information suite à cette affectation; (iv) les demandes de remboursements de dépenses éligibles au FIDA et préfinancées par le compte de contrepartie ne sont pas établies de façon périodique et régulière. Par exemple, à date, un montant de 217,4 millions FCFA environ n'est toujours pas demandé en remboursement au compte du prêt FIDA.
114. La situation de dépassement budgétaire et de non disponibilité des ressources de fonds de contrepartie du PADEF est préoccupante. La situation telle que présentée, pour les fonds du FIDA et de la Contrepartie, montre qu'il existe une augmentation de coûts à la mise en œuvre notamment au niveau des coûts de coordination et de suivi évaluation ainsi que les coûts d'approche et de mise en œuvre des composantes. En effet, les résultats quantitatifs enregistrés par le projet à date ne sont pas alignés avec l'exécution du budgétaire du projet tel que initialement conçu. Une révision budgétaire s'avère donc nécessaire par composante et par catégorie pour refléter les activités prioritaires à l'atteinte des résultats encore escomptés du projet et dégager des ressources pour la coordination et la gestion du projet.
115. **Respect des accords de prêt.** La mise en œuvre actuelle est partiellement conforme avec l'accord de financement. La mission relève que : l'absence de mobilisation de fonds de contrepartie en 2014 et 2015; la création de l'UNGP qui n'est pas matérialisée par un arrêté ministériel; l'absence de rapport trimestriels financiers fiables; la communication des états financiers dans les délais (avril de l'année n+1); le dispositif de passation des marchés est confié à la cellule de passation des marchés ce qui nécessite l'amendement de l'annexe 1 de l'accord de financement. Ces éléments ont déjà été signalés par la mission de supervision de

juin 2015 et les recommandations y relatives seront reconduites par la présente mission. Il existe deux postes vacants actuellement par rapport à l'organigramme de l'UNGP. Il s'agit du poste de l'auditeur interne: vu la réduction des dépenses envisagées dans la période restante du PADEF et le renforcement attendu du contrôle interne exercé par le RAF, ce poste n'est plus justifié et la mission recommande de le supprimer. En ce qui concerne le 2^e poste vacant celui du Responsable des Renforcements de Capacités, la mission recommande de le pourvoir pour accompagner les activités pilotes en matière de développement des filières.

116. **Passation des marchés.** Aux vues des insuffisances constatées dans la conduite de la passation de marchés par l'UNGP, et sur demande du MAE, la fonction de la passation de marchés a été transférée pour une année renouvelable à la Cellule de Gestion des Marchés (CGMP) du MAE. Le FIDA a déjà donné son accord de principe et une note de service a été signée dans ce sens par le Ministre du MAE.
117. La collaboration entre la Cellule de Passation des Marchés (CPM) du MAE et l'UNGP a commencé effectivement en août 2015 sans qu'elle soit formalisée par une convention entre l'UNGP et la Cellule et sans que la requête de l'amendement de l'accord de financement pour refléter ce nouveau dispositif ne soit soumise au FIDA. Ce manque de formalisation a entraîné les manquements suivants qui réduisent la transparence du processus de passation des marchés: (i) non disponibilité des membres de la Cellule de Passation des Marchés au moment à l'ouverture des plis ce qui a occasionné le changement à la dernière minute de la date et du lieu d'ouverture des offres; (ii) non disponibilité des membres de la CPM participant à la commission d'analyse ou d'attribution ce qui prolonge le processus à 3 semaines; (iii) le non-respect du rôle consultatif accordé aux cadres techniques du projet dans les commissions d'analyse et la participation sporadique ou aléatoire de ces cadres aux commissions; (iv) la participation des membres de la commission d'attribution aux délibérations de la commission d'analyse; (v) l'absence de recours aux expertises avérées et donc la diversification du membership de la Commission d'analyse et d'attribution en recourant au METP par exemple pour les marchés de génie civil; (vi) la Responsable Passation des Marchés de l'UNGP ne joue pas son rôle de conseil auprès des commissions d'analyse ce qui a entraîné des insuffisances au niveau de l'évaluation des offres et une application partielle des critères d'évaluation figurant dans les dossiers d'appel d'offres. Cette situation aggrave les manquements qui existent déjà au niveau de la fonction de passation des marchés du PADEF et qui ont été relevés par les missions de supervision antérieures.
118. La mission présente mission reconduit les recommandations de la mission de supervision de juin 2015 et met l'accent sur : la transmission par le Ministère des Finances de la requête d'amendement de l'accord de financement pour refléter le nouveau dispositif de passation des marchés; la signature de la convention entre l'UNGP et la CMP selon les TDR ci-joints; (iii) le déploiement d'une assistance technique en passation des marchés pour appuyer la CMP et l'UNGP.
119. **Délais des Avis de Non Objection accordés par le FIDA.** Le rapport d'audit de l'exercice 2013/2014 a épinglé la faible réactivité du bailleur aux demandes de non objection sur les dossiers de passation des marchés comme un risque à la mise en œuvre du projet. La mission a donc analysé cette situation pour l'année 2015 en tenant compte de la base de données du PADEF en la matière et de l'archivage des ANO au niveau du FIDA. Depuis le début de l'année 2015, 70 dossiers de demande de non objection ont été transmis au FIDA. Ceci reflète le seuil

faible de la revue préalable qui a été maintenu suite au manque d'amélioration de la performance de cette fonction¹⁰. Sur les 70 dossiers transmis, 49 dossiers ont reçu l'ANO, 12 dossiers ont été rejetés, et 9 dossiers sont restés sans suite. Pour les 61 dossiers traités, la réponse a été accordée : (i) en moins d'une semaine pour 42 dossiers; (ii) de 1 à 2 semaines pour 9 dossiers; (iii) plus de 2 semaines pour 10 dossiers. La mission note aussi sur les 49 ANO accordées, 7 n'ont pas été exécutées. Le détail sera inclus dans le rapport de la mission.

120. Ces performances dans le traitement des DNO sont inférieures à la cible fixée par le FIDA et il y a lieu d'apporter des améliorations à ce sujet. Vu le nombre important des dossiers à traiter, il y a lieu de déléguer cette fonction à un prestataire spécialisé au niveau du FIDA.
121. **Audit.** Le rapport d'audit a porté sur les exercices 2013 et 2014. L'opinion contient des réserves. La Direction des Services Financiers du FIDA a passé en revue le rapport d'audit qu'elle juge satisfaisant. La revue fait ressortir les éléments suivants: les problèmes liés à la passation des marchés qui ont été identifiés au cours de la mission d'audit et qui sont similaires à ceux repris par les missions de supervision; les problèmes de la gestion financière et les auditeurs ont épinglé la gestion de la caisse, la faible mobilisation de ressources sur les fonds de contrepartie et les fonds du prêt FIDA, et la gestion des états certifiés de dépenses; les fonds de contrepartie des exercices 2014-15 n'ont pas été versés à date par le Ministère des Finances au projet; le seuil de consommation de 30% de l'avance initiale est atteint sans que soit enclenché automatiquement l'émission d'une nouvelle DRF; l'absence de présentation d'un inventaire des immobilisations.
122. Les auditeurs ont formulé 10 recommandations. La mission juge que l'UNGP a mis en œuvre partiellement les 4 recommandations liées aux procédures budgétaires, les procédures de gestion financière, les procédures de gestion comptable, la mise en œuvre et les moyens d'exécution. La recommandation relative au manuel des procédures a été entièrement appliquée.
123. Il est attendu que la Direction des Services Financiers du FIDA communique ses commentaires sur le rapport d'audit du PADEF au Ministère des Finances dans les prochains jours.
124. Les recommandations liées aux aspects fiduciaires sont reprises dans le tableau ci-joint:

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Assurer la formation et l'accompagnement du SAF pour redresser la situation de la gestion financière et mettre en application les recommandations de l'audit 2013/2014	MAE, FIDA, Coordonnateur	De Janvier à Mars 2015
2. Révision du budget total du projet sur la base des ressources disponibles et les activités priorisées	Mission RMP	Transmission 31/12/2015
3. Elaborer une proposition de réallocation des ressources du prêt	Mission RMP	Transmission 31/12/2015
4. Veiller au versement des fonds de contrepartie en 2016 au PADEF	Directeur de Cabinet MAE et Coordonnateur	Continu
5. Remboursement des dépenses inéligibles identifiées dans le rapport d'audit 2013/2014	Ministère des Finances	Février 2016

¹⁰ Les seuils de revue préalable actuellement en application sont : Travaux > 25 millions FCFA; Biens > 10 millions FCFA; Consultations > 5 millions FCFA; tous les marchés en entente directe.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
6. Transmission de la requête d'amendement de l'accord de financement pour refléter le dispositif de passation des marchés	Ministère des Finances, MAE	Avant 31/12/2015
7. Signature de la convention UNGP – CPM	Coordonnateur, Responsable de la CPM	Janvier 2016
8. Assistance technique en passation des marchés	FIDA	Janvier à Mars 2016
9. Recruter un spécialiste en PM pour assister le FIDA dans l'examen des dossiers de demande de non objection	FIDA	A partir de janvier 2016

F. Durabilité

125. Comme indiqué dans les Rapports d'Achèvements des PRODER, ces différents projets ont eu un impact important sur les volets similaires à ceux du PADEF. A titre d'exemples, les interventions du PRODER 3, projet qui a été clôturé le plus récemment, ont permis: i) l'augmentation de la production et de la taille des superficies ouvertes; ii) la reconnaissance par les membres des GIECs des maladies et ravageurs qui attaquent le manioc (mosaïque de manioc); (iii) la connaissance des variétés résistantes à la mosaïque et hautement productive.¹¹ La réhabilitation de pistes entreprise par le même projet a dans certains cas considérablement amélioré le temps de transport et contribuer à augmenter les revenus de la production agricole d'au moins 20%. L'introduction de boutures saines de manioc a permis une amélioration de la sécurité alimentaire avec des bénéficiaires reconnaissants qu'ils aient moins eu recours à l'importation de manioc du Cameroun ou de la RDC.
126. Bien qu'héritier des PRODER, la mission a noté que le PADEF éprouve souvent des difficultés à développer sa propre identité (indépendamment des PRODER) et laisser sa propre marque.
127. La mission insiste sur l'importance de mesurer les effets du PADEF à la mi-parcours, en inspirant des effets et impacts laissés par ses précurseurs.
128. La mission réitère les actions recommandée lors de la 3eme mission de Supervision, actions qui en synergie avec les actions déjà en cours pourraient permettre d'assurer la pérennisation des acquis du PADEF.
129. Les Pilotes proposés dans les différentes composantes offrent également une opportunité inestimable de se focaliser sur des actions avec un potentiel important d'impact, de rapidement en tirer des leçons en vue de préparer la voie pour la mise à échelle éventuelle dans de futurs financements.

G. Autres : Budget restant et Réallocation.

130. Le coût total estimatif du projet pour les 2,5 dernières années, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, s'élèvent à 4,6 milliards de FCFA, équivalent à 7,5

¹¹ Les producteurs reconnaissent de la Zone d'Intervention du PRODER 3 ont identifié sept (7) variétés: i92/144; V92/277; i93/0029; i93/267; i92/142; i30/572; i97/0162. qui sont très prisées pour leur bon rendement 30 à 40 t/ha, la bonne qualité du fofou (farine de manioc), de la chikwangue (pain de manioc) et du saka-saka (feuille de manioc) (Rapport d'achèvement du PRODER 3).

millions de \$ EU. Les coûts de base sont de milliards de 4,2 milliards de FCA (7 millions \$EU). Les provisions pour imprévus physiques et financiers s'élèvent respectivement à 11 millions de FCFA (18 000 \$EU) et 350 millions de FCFA, soient 500 000 \$ EU. Enfin les investissements représentent 76,8% des coûts totaux, et les coûts récurrents 23,2%.

131. La Composante 1 *Appui à la Production Végétale, Animale et Halieutique* nécessite un financement de l'ordre de 1,464 milliards de FCFA (2,39 millions de \$ E-U), soient 34% des coûts totaux du projet. Ce coût est principalement composé de 743 millions de FCFA pour l'appui à la production végétale, 563 millions de FCFA pour l'appui à la production animale et 159 millions de FCFA pour l'appui à la pêche et pisciculture.
132. La Composante 2 *Appui à la Transformation et Commercialisation* nécessite 864 millions des FCFA (soient 1,4 millions de \$ E-U) dont 345 millions pour la transformation et commercialisation des produits agricoles, 269 millions pour transformation et commercialisation des produits des pêches et 249 millions pour l'amélioration de l'accès aux bassins de production.
133. La Composante 3 *Renforcement des Capacités* nécessite 630 millions FCFA soient 15% des couts totaux du projet.
134. Les coûts liés aux activités de coordination et gestion du projet représentent 30% des coûts totaux du projet, soit un montant total de 1,2 milliards de FCFA (2,1 millions de \$ EU).
135. Le solde du prêt du FIDA, équivalent à 4,3 millions de dollars E-U, financera essentiellement les activités d'appui à production pour un montant total de 2,04 millions de dollars américains dont 1 million USD pour financer les activités de la production agricole, 670 milles USD pour financer les activités d'appui à la production animale et 233 milles USD affectés au financement des activité d'appui à la pêche et pisciculture. Un montant équivalent à 1 million de dollars américain est affecté aux activités de renforcement des capacités. La différence du solde du prêt FIDA fiancera les activités liées à l'appui à la transformation pour un montant total équivalant à 997 millions de dollars E-U (dont 479 000 USD pour appuyer la transformation et la commercialisation des produits agricoles, 376 000 \$ E-U sont affectés, en complément aux fonds de contrepartie, au financement des activités liées à la conservation, transformation et commercialisation des produits de pêche et 122 000 \$ E-U pour améliorer l'accès aux bassin de production. En fin, un montant de 305 000 USD est prévu pour compléter les fonds de contrepartie pour le financement de la coordination et gestion du projet.
136. L'essentiel de fonds de contrepartie, élevé à un montant équivalent à 3 millions de dollars américain, financera la coordination et la gestion du projet, pour un montant total équivalent à 2 million de \$ E-U, l'appui aux activités de transformation et commercialisation des produits pour montant équivalant à 523 millions (dont 330 000 USD affectées à l'amélioration de l'accès aux bassins de production) ainsi que les activités de production pour un montant total de 501 000.
137. 4 millions de dollars du solde de prêt FIDA, soient 93% du montant total financeront les investissements pour l'achat des équipements et intrants agricoles, aux formations des bénéficiaires et organisation des études technique ainsi qu'à l'assistance technique.

Un montant équivalant à 4,3 millions de \$ E-U, soient 56% des ressources seront décaissés en 2016 et 2,8 millions, soient 39% pour 2017 et 0,4 millions soient 5% du cout total pour financer les activités de clôture opérationnelle du projet en 2018.

H. Conclusion

138. Basé sur la faible performance à jour et les défaillances relevées dans la mise en œuvre et dans la gestion du Programme, la mission estime que le PADEF reste encore un projet à risque.
139. Le PADEF devra re-calibrer ses interventions et objectifs, afin de se focaliser d'une part sur la capitalisation des acquis des PRODER dans les différentes filières, le transfert progressif et concerté avec les différents services et programmes du MAE dans les activités d'introduction de nouveau matériel génétique (végétal et animal) pour que l'UNGP se concentre plutôt d'encadrer la production agro-pastorale et d'autre part d'engager des actions pilotes dans les domaines plus spécifiques au PADEF (tels que la Pêche et Pisciculture, la Valorisation des Produits Agricoles, la Mise en Réseau des Acteurs et Consolidation des Unions, etc...).
140. La mission recommande de reconduire le Plan d'Urgence actualisé et amendé pour inclure les actions pilotes retenues. La mise en œuvre du Plan d'Urgence et des Actions Pilotes déterminera s'il y a lieu de chercher des financements additionnels pour permettre au PADEF de les mettre à échelle.
141. La mission réitère ses remerciements au Gouvernement de la République du Congo pour la mobilisation de la contrepartie au Programme, l'appui à la mise en œuvre des activités, l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités aussi bien au niveau central et départemental tout au long du séjour.
142. Le FIDA et le Gouvernement du Congo entérinent les conclusions de la mission de Revue à Mi-Parcours.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) et notes attribuées

Project 1583 [1100001583] Agricultural Value Chains Support Development Programme

Basic Facts

Country	Congo			Project ID	1583 [1100001583]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	1000004125
Project	Agricultural Value Chains Support Development Programme					Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	
Date of Update	22-Dec-2015						
Supervising Inst.	IFAD						
No. of Supervisions	4	No. of Implementation Support/Follow-up missions	5				
Last Supervision	9-Nov-2015	Last Implementation Support/Follow-up mission	27-Jul-2015				

USD million Disb. rate %						
Approval	08-Dec-2011			Total financing	17.35	
Agreement	21-Feb-2012	Effectiveness lag	19.1	IFAD Total	9.81	
Entry into force	03-Jul-2013	PAR value	-----	IFAD loan	9.81	18
First disbursement	02-May-2014			DSF grant		
MTR		Last amendment		IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2017	Last audit		ASAP grant	0.00	0
Current completion	30-Sep-2017			Domestic Total	7.54	
Current closing	31-Mar-2018			National Govern	7.01	0
No. of extensions	31-Mar-2018			Other Domestic	0.53	0
	0			External Cofinancing Total		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects Fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	2	3	1. Qualité de la gestion du projet	2	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	3	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	3	3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	2	2	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	3	3
			8. Prise en cpte climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui à la production	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	3
2. Appui à la transformation et commercialisation	3	3	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Appui à la Production. Les plus grands changements depuis la dernière mission concernent l'aviculture villageoise vient en second lieu (Bouenza, Cuvette, et Pool). En général, la mission a constaté que la plupart des bénéficiaires visités ont des habitats répondants aux normes d'élevage. L'alimentation et la prophylaxie sont respectées mais il y a un besoin urgent de recyclage des aviculteurs (ex : supplémentation l'aliment, traitement face aux maladies rencontrées telles que la paralysie, etc...). Il y a quelques cas d'abandon de l'activité du fait du découragement (activité jugée contraignante pour les nouveaux aviculteurs, difficultés avec la provende, etc...). Le taux d'abandon peut être estimé à moins de 5%, mais il risque d'augmenter si les problèmes susmentionnés ne sont pas résolus rapidement. La mission a constaté que la provende constitue une des plus grande contraintes (mauvaise qualité de la provende disponible sur le marché, difficulté d'accès aux ingrédients, notamment CMAV pour ceux qui fabriquent leurs propres aliments). La mission de supervision de mai-juin 2015 avait relevé que des bénéficiaires s'étaient apprêtés à recevoir des poulets mais n'avaient pas été touchés par le projet. Comme recommandé, le PADEF a mené une mission pour les recenser et, pour répondre cette demande, le Programme a initié des partenariats avec des détenteurs de couveuses dans les trois départements et lancé des conventions pour démarrer les poulets qui seront distribués à ces bénéficiaires non servis dans la vague d'avril-mai 2015. Les pontes ont commencé dans les trois départements au mois de juin et les rétrocessions en août 2015. Suite à la recommandation de la troisième mission de supervision, le PADEF a signé des contrats avec tous les aviculteurs bénéficiaires des appuis (bénéficiaires primaires). Il est estimé que près de 5% des œufs rétrocédés sont 'vieux' ou non-fécondés. Les éclosions se passent bien (plus de 95%). Par contre, l'activité a enregistré des très fort taux de mortalité post-éclosion allant de 50 à 80% dans certains cas et ceux pendant les 10 premiers jours. Ces mortalités sont dues en grande partie à l'absence de prophylaxie pour les bénéficiaires secondaires et la mauvaise conduite de l'élevage. Il faut noter que le programme ne dispose d'aucune donnée sur les bénéficiaires secondaires. Les chiffres avancés ici sont des estimations tirées des entretiens avec les acteurs sur le terrain. La mission estime toutefois que près de 20 à 25% des bénéficiaires secondaires mènent des élevages répondants aux normes (poulailler, parcours, prophylaxie, provende, etc...), et de ce fait pourraient bénéficier d'appuis du PADEF.

Les pilotes piscicoles ont été lancés dans les 3 derniers mois, ce qui ne donne pas assez de recul pour pouvoir en mesurer les résultats.

Pour ce qui est des **Aspects Fiduciaires**, la performance s'est quelque peu amélioré depuis la dernière mission de supervision, bien qu'elle reste encore globalement insatisfaisante. Un plan d'action d'urgence avait été recommandé par la mission de supervision du PADEF en juin 2015 pour remédier aux insuffisances relevées par les missions de supervision antérieures et par les missions d'audit. La mission relève que le MAE a appliqué les mesures convenues pour redresser le SAF. Il en a résulté : (i) le licenciement de la RAF et Comptable du PADEF en août 2015 et la mise en place d'une équipe intérimaire du Service Administratif et Financier constituée de Comptable du PRODER 3 qui a assuré la fonction de RAF ai et l'Aide Comptable de Likouala qui a assuré la fonction de comptable ai; (ii) le recrutement d'un expert en gestion financière pour accompagner l'équipe intérimaire et assurer le coaching de l'équipe nouvellement recrutée; (iii) l'entrée en fonction en novembre 2015 du nouveau RAF et Comptable du PADEF; (iv) la finalisation et validation/ non objection du manuel des procédures administratives, financières et comptables en novembre 2015; (v) la revue des fonds de contrepartie par une mission d'experts en août 2015. La mission a toutefois note que la mise en œuvre des mesures disciplinaires convenues pour le licenciement du personnel ayant commis des fautes lourdes devait aussi s'étendre à l'Aide-Comptable de l'antenne d'Oyo (pour cause de détournement de fonds).

La **conformité aux règles de passation des marchés** est toujours jugée insatisfaisante. Aux vues des insuffisances constatées dans la conduite de la passation de marchés par l'UNGP, et sur demande du MAE, la fonction de la passation de marchés a été transférée pour une année renouvelable à la Cellule de Gestion des Marchés (CGMP) du MAE. Le FIDA a déjà donné son accord de principe et une note de service a été signée dans ce sens par le Ministre du MAE. La collaboration entre la Cellule de Passation des Marchés (CPM) du MAE et l'UNGP a commencé effectivement en août 2015 sans qu'elle soit formalisée par une convention entre l'UNGP et la Cellule et sans que la requête de l'amendement de l'accord de financement pour refléter ce nouveau dispositif ne soit soumise au FIDA. Ce manque de formalisation a entraîné les manquements suivants qui réduisent la transparence du processus de passation des marchés: (i) non disponibilité des membres de la Cellule de Passation des Marchés au moment à l'ouverture des plis ce qui a occasionné le changement à la dernière minute de la date et du lieu d'ouverture des offres; (ii) non disponibilité des membres de la CPM participant à la commission d'analyse ou d'attribution ce qui prolonge le processus à 3 semaines; (iii) le non-respect du rôle consultatif accordé aux cadres techniques

du projet dans les commissions d'analyse et la participation sporadique ou aléatoire de ces cadres aux commissions; (iv) la participation des membres de la commission d'attribution aux délibérations de la commission d'analyse; (v) l'absence de recours aux expertises avérées et donc la diversification du membership de la Commission d'analyse et d'attribution en recourant au METP par exemple pour les marchés de génie civil; (vi) la Responsable Passation des Marchés de l'UNGP ne joue pas son rôle de conseil auprès des commissions d'analyse ce qui a entraîné des insuffisances au niveau de l'évaluation des offres et une application partielle des critères d'évaluation figurant dans les dossiers d'appel d'offres. Cette situation aggrave les manquements qui existent déjà au niveau de la fonction de passation des marchés du PADEF et qui ont été relevés par les missions de supervision antérieures.

La mission de Supervision de Juin 2015 avait noté des dérapages majeurs dans le ciblage, notamment pour la distribution de sujets avicoles de Mai 2015. La mission a constaté que le Programme a mené des missions dans les départements concernés pour faire le point sur l'aviculture et en a profité pour sensibiliser les structures déconcentrées sur le respect du ciblage. En anticipation des pilotes qui seront mis en place dans les composante 1 et 2, les critères et modalités de ciblage devront être clairement explicites dans toutes les opérations y afférentes.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Rationale for implementation progress rating

Bien qu'arrivé à dans sa troisième année de mise en œuvre sur un cycle de 5 ans, le PADEF enregistre un taux de réalisations financières de 41.52%. L'atteinte des objectifs quantitatifs du projet est très inégale. En termes de portée, le projet a atteint environ 11 840 bénéficiaires soit 89% de la cible du projet bien que la presque totalité de ces ménages sont atteints dans les activités liées à la multiplication et diffusion des boutures saines de manioc.

Du fait du retard dans la mise en œuvre des activités clés du PADEF (notamment celles liées au développement de filières de manioc et de produits halieutiques) et les insuffisances graves dans la gestion financière et la passation des marchés, le projet est classé à risque de ne pas atteindre ses objectifs depuis son démarrage. Bien que les difficultés dans la gestion administrative et financière, techniques et d'approche de mise en œuvre relevées par les missions de supervisions et de suivi précédentes demeurent pertinentes, la mission de Revue à Mi-Parcours reconnaît toutefois que les faibles performances enregistrées à date sont en partie imputables au montage institutionnel, certes innovateur, mais qui n'avait pas suffisamment appréhendé la surcharge de travail qui résulterait de la gestion concomitante de trois projets, dont deux en phase d'achèvement et un en phase de démarrage.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	3
--	---	---

Rationale for development objectives rating

Comme indiqué plus haut l'atteinte des objectifs du projet st très inégale selon les composantes. Du fait du temps très limité pour la mise en œuvre et des ressources limitées à la disposition du projet a la date de la revue à mi-parcours, la mission a recommandé au PADEF de re-calibrer ses interventions et objectifs, afin de se focaliser d'une part sur la capitalisation des acquis des PRODER dans les différentes filières, le transfert progressif et concerté avec les différents services et programmes du MAE dans les activités d'introduction de nouveau matériel génétique (végétal et animal) pour plutôt encadrer la production agro-pastorale et d'autre part d'engager des actions pilotes dans les domaines plus spécifiques au PADEF (tels que la Pêche et Pisciculture, la Valorisation des Produits Agricoles, la Mise en Réseau des Acteurs et Consolidation des Unions, etc...). Des actions pilotes ont été proposées à cet effet, actions pilotes qui seraient évaluées dans le court terme (12 mois) et leur résultat détermineraient s'il y a lieu de chercher des financements additionnels pour permettre au PADEF de les mettre à échelle. Le cadre logique du projet sera révisé en conséquence avec une réduction des cibles de certaines activités agro-pastorales et halieutiques, d'infrastructures, et transformation/ commercialisation.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	<p>Les principaux risques sont : (i) le non remboursement des dépenses non éligibles qui entrainerait la suspension des décaissements sur le prêt FIDA et perturberait la mise en œuvre; (ii) les pièces justificatives des dépenses sur fonds de contrepartie ne sont pas disponibles et le Ministère des Finances n'est pas informé sur les activités financées par les fonds de contrepartie ce qui peut décourager le Ministère à payer les fonds de contrepartie à temps; (iii) la persistance des faiblesses dans la gestion financière; (iv) la poursuite du dispositif ad hoc de passation des marchés sans la formalisation nécessaire à travers l'amendement de l'accord de financement et la signature d'une convention entre PADEF et Cellule de Passation des Marchés; (v) le dépassement des allocations de certaines catégories ce qui ne permet pas d'engager de nouvelles dépenses sur ces catégories.</p> <p>Les mesures de mitigation à prendre par UNGP et MAE sont : (i) le suivi rapproché avec le Ministère des Finances pour rembourser le montant inéligible; (ii) suivi rapproché avec le Ministère pour l'examen des dépenses dont les pièces ne sont pas complètes et pour le décaissement de l'allocation de 2016; (iii) le déploiement de l'assistance technique au SAF et mission conjointe périodique du Ministère des</p>
---------------------	--

	Finances et FIDA axées sur les aspects fiduciaires; (iv) amendement de l'accord de financement pour le dispositif de passation des marchés et pour la réallocation des ressources du prêt FIDA; (v) signature de la convention entre UNGP et Cellule de PM du MAE.
Avancement de l'exécution du projet	Les principaux risques sont les mêmes que relevés par la mission de supervisons de mai-juin 2015 à savoir: (i) les insuffisances dans la coordination et management du projet (en particulier coordination & programmation des activités et gestion des ressources humaines); (ii) les dérapages dans le ciblage des bénéficiaires du projet (volet avicole); (iii) le manque de délégation aux structures étatiques: réalisation directe des activités au lieu du faire faire. Mesures d'atténuation préconisées: (i) réviser les objectifs quantitatifs et qualitatifs du programme ; (ii) mise en place d'un plan d'urgence incluant des actions pilotes focalisées et des jalons ; (iii) revisiter et affiner la stratégie de ciblage – avec les structures déconcentrées et le MAE – et l'aligner à la stratégie du FIDA; (iv) délégation aux services déconcentrés + prestataires avec suivi/ accompagnement de proximité par UNGP ; (v) accélérer l'identification des animateurs relais et producteurs/aviculteurs modèles; (vi) évaluation urgente des performances individuelles du personnel du PADEF (UNGP et facilitations), analyser et circonscrire les rôles des membres de l'UNGP pour les deux années à venir, en tenant compte des pilotes envisagés ; (vii) améliorer concertation interne et logistiques de mise en œuvre
Produits et réalisations	Les risques identifiés sont: (i) maillons des filières manioc et pêche en aval de la production et mise en place des Unions non fonctionnels à la fin du projet; (ii) surproduction sans développement de liens/accompagnement aux marchés, ce qui risque de démotiver le producteur; (iii) détérioration des pistes réhabilitées et re-enclavement; (iv) faiblesses des caisses individuelles qui retardent la structuration en caisses. Mesures d'atténuation proposées sont: (i) plan d'urgence incluant des actions pilotes de transformation et commercialisation (manioc et poisson) qui seront évaluées dans le court terme (12 mois); (ii) suivre l'inscription de l'entretien routier au budget du Conseil Départemental dans les départements de Niari, Lekoumu, Bouenza; (iii) mettre en œuvre la stratégie de rattachement des Caisses faibles aux caisses fortes et accélérer les dossiers d'agrément.
Durabilité	Les risques majeurs sont: (i) absence de stratégie de sortie bien articulée documentée et appropriée ; (ii) les connaissances accumulées dans les 3 PRODER perdues en l'absence de stratégie de capitalisation Les mesures d'atténuation proposées: (i) compte tenu des résultats faibles sur le développement des filières, la RMP a proposé des actions pilotes qui seront évaluées et mises à échelle si les résultats sont probants; ; (ii) développer des outils de capitalisation des acquis

Suivi Proposé

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Insuffisances dans la gouvernance, management et risque de ne pas réaliser les objectifs de mise en œuvre (aspects filière)	Mettre en place un plan d'urgence de 12 mois avec des jalons à atteindre tous les 3 mois	immédiat	
Passation des marchés	Transmission par le Ministère des Finances de la requête d'amendement de l'accord de financement pour les dispositions de passation des marchés	Au plus tard 15 janvier 2016	
Réallocation des ressources du prêt entre catégories	Transmission par le Ministère des Finances de l'amendement de l'annexe 2	Au plus tard le 31 janvier 2016	

Additional observations

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
But. Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs agricoles au Congo.	<ul style="list-style-type: none"> - L'indice d'accumulation de biens a augmenté de 20% pour la moitié des petits producteurs ciblés - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite¹² de 11% à 2,8% chez les garçons et de 10% à 6% chez les filles d'ici la fin du Programme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes pauvreté - Evaluation à mi-parcours - Etudes de référence - Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition - Enquêtes SYGRI 	<ul style="list-style-type: none"> - Contexte socio politique et économique stable - Capacités des institutions - Soutien du gouvernement et intérêt du secteur privé
Objectif de développement. Améliorer les capacités de production, transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements	<ul style="list-style-type: none"> - 15000 bénéficiaires ont augmenté la productivité dans les chaînes de valeurs du manioc, et de l'igname de 25% et celle du maïs de 10%. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes par sondage auprès des paysans sur les situations (démarrage et fin) des chaînes de valeurs ciblées - Evaluations périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Intérêt des services techniques à dispenser les techniques nouvelles
Composante 1 : Appui à la production			
Effet escompté 1. La productivité et la production des filières ciblées sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - la production additionnelle et les rendements dans les filières ciblées augmentent de (tonne/hectare) : - Manioc : Prod :Rdt :11,4 - igname Prod :Rdt : 6,1 - maïs Prod :Rdt : 0,88 ... - poissons Prod :Rdt : - volaille : Prod :Rdt : 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de supervision - Evaluation des ministères sectoriels - Enquête sur les productions et les rendements. - Evaluation à mi-parcours - Rapport d'achèvement 	<ul style="list-style-type: none"> - Catastrophes naturelles
Produit 1.1 L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production agricoles est renforcé.	<ul style="list-style-type: none"> - 244 GIEC sont créés et/ou renforcés - 244 ha de Parcs à bois sont mis en place - 4 450 000 Boutures saines distribuées aux GIEC - 9000 membres des GIEC sont touchés - 44 450 000 Boutures saines distribuées aux ménages - 15 000 Ménages directement touchés - 80 multiplicateurs d'igname sont créés et/ou renforcés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports périodiques agricoles du programme - Fiches de collecte. - Rapports d'enquêtes - Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des intrants agricoles et capacité des producteurs à se les procurer

¹² Base de la réduction document de conception chez les garçons est de 33.2% à 25% soit une réduction de 8.6% et de 29% à 25% chez les filles soit une réduction de 4%.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
Produit 1.2. L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production de petits ruminants et de volaille est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> - 93 000 petits ruminants bénéficient d'une couverture sanitaire ininterrompue - 1200 élevages avicoles de races améliorées Sussex sont créés et/ou renforcés et suivis par le projet - Une chaîne de solidarité (métayage) est créée et/ou renforcée à travers 700 bénéficiaires primaires et 500 Aviculteurs secondaires - 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de SE - Rapports périodiques élevage - Fiches de collecte. - Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des intrants pastoraux et capacité des producteurs à se les procurer
Produit 1.3. L'accès des petits producteurs à des technologies appropriées de production halieutique est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> - 130 pisciculteurs adoptent de bonnes pratiques de pêches et utilisent des aliments de poissons. - 1 centre de production sécurisée d'alevins de qualité réhabilité et opérationnel - 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de SE - Rapports périodiques du Programme - Fiches de collecte. - Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des intrants halieutiques et capacité des producteurs à se les procurer
Composante 2 : Appui à la transformation et commercialisation			
Effet escompté 2. L'accès des petits producteurs à des marchés transparents des produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées est renforcé.	<ul style="list-style-type: none"> - les quantités vendues de produits bruts et transformés par spéculation ont augmenté de X% d'ici à 2016 - le taux de pertes dans les filières ciblées est réduit. - la pénibilité du travail est réduite pour des petites productrices et transformatrices de manioc - la productivité et la qualité hygiénique et organoleptique des produits de transformation du manioc sont améliorée - les transformateurs mutualisent les aspects de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de référence - Rapports de SE - Rapports des ministères sectoriels - Revue à mi-parcours 	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution des marchés et des prix des produits agricoles, pastoraux et halieutiques
Produit 2.1 : les structures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits végétaux sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> - 200 opérateurs dans les maillons de transformations et métiers connexes bénéficient des kits pour améliorer la qualité et réduire la pénibilité du travail - 0 sur ...nombre de producteurs qui utilisent les centres d'affaires mis en place. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de réception des ouvrages - Fiches de collecte. - Rapports de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité et compétence des prestataires - Respect des délais de construction

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> - 0 sur ... nombre de producteurs s'approprient du système d'information du marché. - 0 sur 1 foire agricole organisée annuellement. 		
Produit 2.2. la commercialisation des ovins et de la volaille est améliorée.	<ul style="list-style-type: none"> - 0 sur ... nombre d'éleveurs s'approprient du système d'information du marché (ovins et avicoles). - 0 sur ... nombre d'ovins et volaille vendus. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de réception des ouvrages - Fiches de collecte. - Rapports de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité et compétence des prestataires
Produit 2.3. les structures de transformation et de commercialisation des produits halieutiques sont améliorées d'une part et d'autre part, l'accès aux intrants de pêche est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> - 1 centre communautaire de pêches mis en place - 0 sur... 2501 pêcheurs bénéficient de kits de pêches. - quantité de produits transformés. - 0 sur ... nombres de pêcheurs adoptent les bonnes pratiques de transformation de poissons - 0 sur ... nombre de pêcheurs s'approprient du système d'information du marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de réception des ouvrages - Fiches de collecte. - Rapports de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de prestataires - Existence de fonds d'entretien - Disponibilité des populations à entretenir
Produit 2.4. L'accès aux bassins de production agricole et halieutique est amélioré.	<ul style="list-style-type: none"> - 0 sur 162 km de points critiques sont traités. - 0 sur une prévision de 79 ouvrages de franchissement construits. - 0 sur ... quantité de produits agricoles sont écoulés. - 0 sur ... quantité de poissons sont écoulés. - 191 km des pistes agricoles sont en études par les DDTPE 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de réception des ouvrages - Fiches de collecte. - Rapports de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de prestataires - Existence de fonds d'entretien - Disponibilité des populations à entretenir
Composante 3 : Renforcement des capacités			
Effet escompté 3. la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement local est accrue.	<ul style="list-style-type: none"> - Les structures déconcentrées sont en mesure de planifier, exécuter et suivre les activités de production et de développement des filières. - 50% des structures faitières planifient, exécutent et réalisent effectivement des 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de SE - Revue à mi-parcours - Rapport d'achèvement - Rapport des prestataires 	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité de l'état à soutenir les acteurs des filières - Interaction effective entre acteurs des filières

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
	opérations commerciales d'ici à 2016		
Produit 3.1. Les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées.	<ul style="list-style-type: none"> - 10 DDA, 3 DDE, 80 chefs de secteur agricole et 10 cadres des Directions Départementales de l'agriculture et de l'élevage du Pool formés/recyclés sur les bonnes pratiques de l'élevage avicole villageois. - 64 agents du Génie Rural (Ministère des Travaux Publics) et agents des Conseils Départementaux formés en Technique HIMO. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de réception - Rapports de suivi - Fiches de collecte. - Rapports de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Compétences et volonté d'assurer le leadership
Produit 3.2. Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées.	<ul style="list-style-type: none"> - 244 GIEC, 20 Unions de bassins sont renforcées et encadrés - 1200 aviculteurs ont été formés sur la bonne pratique de l'élevage. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de formation - PV de réunions de concertation et de pilotage - Fiches de collecte. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités des organisations paysannes à se structurer en faitières, et en réseau - Gouvernance effective des OP
Produit 3.3. Les capacités opérationnelles et institutionnelles des entreprises de micro finance améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - 8 CEQ du PRODER 1 consolidés - 21 CMEC du PRODER 2 consolidés - 1 sur 7 CEQ du PADEF créées et consolidées, accompagnés à l'autonomie institutionnelle, financière et technique, et promus en 1 réseau viable. - 9 bâtiments de caisse construits. - 44 gestionnaires des caisses ont été formés sur l'élaboration des états financiers par un Commissaires aux comptes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Récépissé de reconnaissance - Fiches de collecte. - PV de réunions - Plans de travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités des OP à s'inscrire dans une dynamique de chaînes de valeurs

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet				
	1 Elaborer un plan d'opération spécifique sur les actions de consolidation et pilotes basé sur les recommandations de la présente RMP	Janvier 2016	UNGP	
	2 Présenter un PTBA 2016 incluant les recommandations de la présente RMP	Juillet 2015	UNGP, FIDA	
Produits				
Composante 1 : Appui à la production végétale, animale et halieutique				
<u>Appui à la production végétale</u>	3 Etablir une approche stratégique devant créer des synergies avec les DDA/DDPA/DDE, les autres programmes du MAE (Projet Manioc) et l'IRA	Janv. – Fév. 2016	UNGP	
	Consolidation des Acquis Manioc.			
	4 Identifier et faire une cartographie des zones déficitaires en manioc	1er Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DGA, DDA Projet Manioc	
	5 Mettre en place une stratégie de création des parcs à bois dans les zones de production à risques ou non encore atteintes et accessibles	1er Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DGA, DDA Projet Manioc	
	6 Etudes taux d'adoption et rendements des variétés introduites. Elaborer des protocoles d'évaluation des variétés/clones, des taux d'adoption des clones, d'appropriation des techniques culturales, des rendements et conduire l'évaluation variétale	1er trimestre 2016	Spécialiste AgroP IRA (avec DGA, Projet Manioc)	
	7 Itinéraires agricoles. Il faudra mettre la sensibilisation des producteurs sur les durées de végétation des écotypes introduits	Immédiat et Continu	Spécialiste AgroP DGA DDA	
	8 Igname: (i) finir tests & multiplication et développer approche pour la diffusion ; (ii) adaptation du système bété bété à celui du Dioscorea alata (construction de buttes, préparation de semenceaux et mini sets, préparation du lit de semence, tuteurage) ; (iii) suivi phytosanitaire ; (iv) Promouvoir techniques de conservation des ignames; (v) organisation des		Spécialiste AgroP DGA DDA	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
		groupements (Composante 3).			
	9	Mucuna. Vulgariser le mucuna pour la restauration des sols	Permanent	CSA	
	10	Améliorer la visibilité et la lecture des tests d'évaluation de clones dans les parcs à bois en mettant en place des pancartes et des étiquettes pour (Rappel)	1 ^{er} trimestre 2016 - Continu	Spécialiste AgroP Spécialiste Communication	
		Pilotes			
	11	Pilote 1 : Géolocalisation des Parc a bois et champs des GIEC (pour capitalisation, programmation, transfert aux DDA)	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP RPSE DGA, DDA Services Génie Rural	
	12	Pilote 2 – Maïs-Soja-Provence-Aviculture: Capitalisation/adoption modèle des fermes Pilotes du PADEL au Pool	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP RPSE DGA, DDA (Pool, Bouenza, Cuvette)	
	13	Améliorer la visibilité et la lecture des tests d'évaluation de clones dans les parcs à bois en mettant en place des pancartes et des étiquettes pour (Rappel)	Premier trimestre 2016	Responsable Composante Appui à la production	
		Partenariats	Permanent	UNGP	
	14	IRA. Revoir la convention de fournitures de boutures assainies et établir une autre sur la livraison de 50 000 boutures améliorées testées Cette nouvelle convention devra inclure des clauses de suivi par l'IRA.	1 ^{er} trimestre 2016	Spécialiste AgroP DGA IRA	
	15	Veille Phytosanitaire et Interventions Rapides. Formaliser l'implication du centre national de lutte contre les maladies des Cultures	Immédiat	Spécialiste AgroP CNLCMC	
	16	Résurgence de maladies dans la Cuvette (Ngoko, Mossaka). Faciliter rapidement une mission exploratoire pour le DDA Cuvette avec des agents du CNLCMC	Immédiat - Urgent	UNGP Spécialiste AgroP CNLCMC DDA Cuvette	
	17	Mécanisation. Continuer le plaidoyer auprès du CEMA pour répondre aux besoins de tracteurs des GIEC	Immédiat et Continu	Spécialiste AgroP MAE CEMA (avec DGA, DDA)	
Elevage	18	Petits Ruminants - Vaccination Petits Ruminants	Campagnes 2015-2017 (suivant programmation MAE)	Spécialiste Agro DGE	
		Consolidation des acquis du PRODER Sud dans le Pool (Bovans Nera & Sussex):			

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
19	(i) le recensement et catalogage des aviculteurs (aviculteurs modèles, moyens, faibles, abandons) ; (ii) suivi de l'adaptation des races introduites ; (iii) pratiques d'élevage (en race pure, avec poules locales) ; (iv) suivi des impact du PRODER (ex : revenus des ménages à travers exploitation des produits et sous-produits : œufs fécondés, coquelets, poulets de chair, fientes, etc...) ; (v) évolution des performances d'une génération à l'autre ; (vi) mise en réseau ; (viii) résolution des problèmes (développement capacités de fabriquer de la provende, innovation dans la supplémentation de l'aliment, couvaion, etc...).	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste Agro DGE, DDE, CSA RPSE	
	Consolidation des opérations des Bénéficiaires primaires du PADEF (Avril-Mai 2014) :			
20	Catégorisation et recensement des aviculteurs	1 ^{er} Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DGE, DDE, CSA (+Aviculteurs Leader) RPSE	
21	Mesure des effets du PADEF dans l'aviculture villageoise	1 ^{er} Semestre 2016	RPSE	
22	Mise en réseau des aviculteurs	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP AT Structuration	
23	Analyses Bromatologiques de la Provende et Sensibilisation des Provendiers	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP DGE	
24	Accompagnement ponctuel des aviculteurs primaires pour reconstituer les bandes (Juin 2016)	Fin 1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP DGE	
25	Mise en place un plan et programme de suivi qui inclura les collaborateurs des DDE et aviculteurs modèles pour appuyer les CSA	1 ^{er} Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DGE DDE	
26	Gestion des Connaissances. Documenter innovations et modèles d'élevage (bénéficiaires primaires et secondaires) (inclure dans Plan de Communication Composante 4)	2 ^e Trimestre 2016	Spécialiste Communication Spécialiste AgroP	
	Pilotes			
27	<u>Pilote 1</u> : Opération en cours de Couvaion et Démarrage de poulets pour les bénéficiaires primaires	1 ^{er} Trimetre 2016 (Bouenza, Cuvette) 2 ^e Trimestre 2016 (Pool)	Spécialiste AgroP DGE DDE Pool, Cuvette,	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
				Bouenza Prestataires Démarrage	
	28	<u>Pilote 2</u> : Nouvelle Opération de Couvaion et Démarrage de poulets pour les Bénéficiaires secondaires	3eme Trimestre 2016 (Bouenza) 4 ^e Trimestre 2016 (Cuvette) 1 ^{er} Trimestre 2017 (Pool)	Spécialiste AgroP DGE DDE Pool, Cuvette, Bouenza Prestataires Démarrage	
	29	Gestion des Connaissances. Documenter les Pilotes (inclure dans Plan de Communication Composante 4)	1 ^e Trim. 2016 – 2 ^e Trimestre 2016	Spécialiste Communication Spécialiste AgroP	
<u>Pisciculture</u>	30	Poursuite de la mise en place des pilotes piscicoles selon le principe détaillé en annexe.	1 ^e Trim. 2016 - Continu	Spécialiste P&P	
	31	Extension des pilotes piscicoles.	1 ^e Trim. 2016 - Continu	Spécialiste P&P	
Composante 2 : Appui à la conservation, transformation et commercialisation					
<u>Appui à la Transformation et Commercialisation des Produits Agricoles</u>	32	Recrutement Assistance Technique Spécialiste en Développement Filières et/ou Technologue (AT) pour suivi mise en œuvre des Microprojet	1 ^{er} Trimestre 2016	Coordonnateur	
	33	Élaboration Plan d'action pour la transformation des produits agricoles	1 ^{er} Trimestre 2016	Coordonnateur AT	
	34	Mise en place des procédures d'identification et sélection des bénéficiaires des MP	1 ^{er} Trimestre 2016	Coordonnateur AT Filière	
	35	<u>Pilote 1</u> : Microprojets d'appui aux groupes paysans de proximité pour le développement de la filière manioc	2 ^{eme} Trimestre 2016 - Continu	UNGP AT Filière	
	36	<u>Pilote 2</u> : Microprojets pour la mutualisation des activités de filière dans les grands bassins de production & transformation	2 ^{eme} Trimestre 2016 - Continu	UNGP AT Filière	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
<u>Appui à la Transformation des Produits Halieutique</u>	37	Mise en place du CCP d'Okombé	2 ^{ème} Trimestre 2016 - Continu	Specioaliste P&P DDPA	
<u>Accès aux bassins de production et marchés</u>	38	Elaborer une convention avec le METP pour le suivi et la réception des ouvrages de désenclavement et pour suivre l'entretien routier des pistes réhabilitées sous PRODER 2	Ebauche des TDR élaborés et soumis pour ANO avant 31 décembre 2015	Coordonnateur et Spécialiste Infrastructures Rurales	
	39	Recueillir au préalable l'avis motivé marqué par une signature explicite du responsable des infrastructures avant les paiements et les réceptions des infrastructures	Immédiat	Coordonnateur et RAF	
	40	Assurer un suivi plus rigoureux des chantiers et documenter les rapports de suivi notamment pour les 3 ouvrages restant sur la piste Pouna-Dimonika Makaba et le dalot double de la piste Madingou-gare Kibounda, Ceci passe par les pénalités et la mise en demeure de l'entreprise et bureau de contrôle sur la piste Pouna-Dimonika Makaba et la formulation de l'avenant pour la démolition de l'ancien ouvrage sur la piste la piste Madingou-gare Kibounda.	Immédiat	Spécialiste Infrastructures Rurales et RPM	
	40	Introduire une requête auprès des Conseils Départementaux de la zone PRODER 2 pour demander l'entretien régulier des pistes réalisées/réhabilitées et l'inscription dans les budgets annuels. Former les CGDC et ingénieurs sur l'entretien en HIMO et fournir aux CGDC les outils d'entretien conformément à la convention signée avec les CD	1 ^{er} trimestre 2016	Coordonnateur, Spécialiste Infrastructures Rurales	
	42	Avec l'appui du MAE, négocier le financement des 149 km de pistes étudiées par le PDARP ou le projet cofinancé par BAD en cours de formulation.	Coordonnateur	Réponse du PDARP et BAD au plus tard 31 janvier 2016	
Composante 3 : Renforcement des capacités					
<u>Renforcement des Capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche</u>	43	Etat des besoins et élaboration programme de renforcement des capacités des structures déconcentrées (par rapport rôle dans capitalisation des acquis post-PADEF)	1 ^{er} Semestre - Continu	UNGP MAE (Conseiller chargé des Projets et Programmes)	
	44	Formation des DD et CSA pour Géolocalisation	1 ^{er} Semestre 2016	UNGP MAE	
	45	Atelier de S-E pour CSA (données a remonter, effets du PADEF)	Urgent – 1 ^{er} Trimestre 2016	RPSE	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
				DDA	
<u>Renforcement des Capacités Organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs</u>	46	Renforcement des capacités GIECs en techniques de transformation et mise en marché des produits : nouveaux GIECs (ouverture des Parcs a Bois dans les Zones) et aux bénéficiaires des activités de transformation du manioc (décrits dans la Composante 2);	1 ^{er} Trimestre 2016 – Continu	UNGP	
	47	Recenser les GIECs opérant dans chaque département (PRODER, PADEF) et constituer un répertoire	1 ^{er} Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DDA Facilitateurs	
	48	Recensement des unions opérant dans chaque département	1 ^{er} Trimestre 2016	Spécialiste AgroP DDA Facilitateurs	
	49	Renforcement des capacités GIECs en techniques de transformation et mise en marché des produits	1 ^{er} Trimestre 2016	UNGP	
	50	Diagnostic, élaboration de plan de développement de 20 UGG	1 ^{er} Trimestre 2016	UNGP	
	51	Renforcement de 20 UGG - Inclure échanges d'expériences avec autres unions	2 ^{eme} Trimestre 2016	UNGP	
	52	Appui à la mise en réseau des acteurs des filières halieutiques et avicoles	1 ^{er} Semestre 2016 - Continu	UNGP DDE DDPA	
	53	Mise en place d'Animateur Relais et Aviculteur modèle pour aider les CSA	1 ^{er} Trimestre 2016	UNGP	
	54	Renforcement des Capacités pour les Pilotes de Transformation du manioc (Voir Composante 2) : Constitution d'un portefeuille (répertoire) des bénéficiaires du PADEF par rapport à leur localisation, leurs activités et leurs contraintes. Ce portefeuille servira de matrice de sélection des groupes à former. Transformateurs: Apprentissage par l'exemple Equipementiers : Renforcement des capacités de fabrication et de maintenance des équipements	1 ^{er} Trimestre 2016 - Continu	UNGP	
<u>Renforcement des organisations de microfinance</u>	55	Reconduire le contrat de l'OPM et recruter un cabinet/consultant pour l'évaluer	Immédiatement	UNGP	
	56	Recruter un cabinet/consultant pour servir d'interface entre le PADEF, l'OPM et les caisses pour combler le déficit en spécialiste renforcement de capacité	Immédiatement	UNGP	
	57	Relancer les dossiers de demande d'agrément des 9 CMEC constitués conformément à la stratégie de rattachement	Au plus tard Mars 2016	UNGP/commissaire aux comptes/OPM	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	58 Suivre en fonction de l'état des lieux réalisés dans la zone PRODER 1, la situation des caisses en difficulté (détournement) en impliquant les facilitateurs et animateurs départementaux, et envisager la relance par la tenue des assemblées générales électives.	Immédiatement	UNGP/OPM	
	59 Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des caisses forte, moyenne et faible afin de faciliter l'internalisation et le transfert de compétences prévus par le PADEF	A partir de février	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	
	60 Renforcer les capacités matérielles des caisses porteuses de la stratégie de rattachement et financières des caisses faibles et moyenne du réseau par le financement de leur charge fixe.	Dès mars 2016	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	
	61 Recruter un cabinet/consultant pour le lancement de la première phase de la mise en œuvre de la faïtière	Octobre 2016	UNGP/Consultant ou cabinet/OPM	
État d'avancement de l'exécution				
Gestion du Programme	Recommandations générales			
	Amélioration des Synergies et Synchronisation de la gestion technique et financière des activités du programme. Instaurer une meilleure collaboration entre l'équipe du SAF, les Spécialistes et les responsables du Suivi/Evaluation. Coordonnateur			
	62 Opérationnalisation du PTBA : instaurer programmations technique et financière conjointes à travers des Plan de Travail Opérationnels Trimestriels	1 ^{er} Trimestre 2016 (après adoption PTBA 2016)	Coordonnateur	
	63 Réunions hebdomadaires de gestion du projet soient conjointement organisées par le RAF et la RPSE.	Immédiat et permanent	Coordonnateur RAF RPSE	
	64 Administration des contrats et conventions: Adopter des modalités claires pour la gestion technique et financier des contrats (y inclus indiquer pour chaque contrat qui sera en charge de sa supervision technique et de l'interface avec les financiers)	Immédiat et permanent	RAF RPSE Spécialistes Techniques	
	65 Codes Analytiques: Harmoniser Codes Analytiques pour TOMPRO & RUCHE	1 ^{er} Trimestre 2016 (après adoption PTBA 2016)	RAF RPSE	
	66 Evaluations du personnel. Mener les évaluations des performances sur toute l'équipe du PADEF, y compris le Coordonnateur, les Spécialistes et personnels d'appui administratif, ainsi que les Facilitateurs et Aides-Comptables	1 ^{er} Trimestre 2016	MAE Coordonnateur RAF (RH)	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
		(évaluer les déficits en capacités et adopter plan de renforcement des capacités)			
	67	Recadrer et consolider le rôle du Suivi/Evaluation dans le programme, au regard des contraintes de programmation, suivi et évaluation des activités du programme et des insuffisances récurrentes dans la remontée des données des Départements vers l'UNGP	Immédiat et permanent	Coordonnateur	
Pilotage	68	Instaurer suivi rapproché par le CNP - désigner en son sein des agents de liaison avec l'UNGP (notifier UNGP et FIDA)	1er Trimestre 2016	MAE CNP	
	69	Mobiliser ressources nécessaires pour missions de terrain du CNP (à la demande du CNP)	1er Trimestre 2016	Coordonnateur RAF Spécialistes Techniques	
Concertation et communication – Au Niveau Central	70	Communication entre MAE et UNGP. Etendre échanges entre UNGP et MAE au Conseiller chargé des Projets et Programmes + différents DG	Immédiat et permanent	Coordonnateur MAE	
	71	Protocoles et Conventions. Suivi technique et financier plus stricte	Immédiat et permanent	Coordonnateur RPSE RAF Spécialistes Techniques	
	72	Concertations avec BP FIDA. Instaurer réunions périodiques et formelles	Immédiat et permanent		
	73	Concertation interministérielle. Renforcer collaboration avec les différents ministères pour lever goulots d'étranglement identifiés par acteurs a la base (ex : Ministères chargés des finances, de l'intérieur, du commerce, des transports, etc..).	2eme Trimestre 2016 - continu	MAE	
Concertation et communication – Au Niveau Départemental	74	Coordination Départementale du PADEF. Clarifier les rôles et apporter l'appui nécessaire aux DDA – en tant que Coordonnateur des activités dans les départements – et les autres DD. Transférer progressivement le leadership des interventions techniques aux DD concernés	1 ^{er} Trimestre 2016	Coordonnateur DGA DGE	
	75	Mobiliser les ressources pour les missions de Suivi des DD (indépendamment des missions de l'UNGP ou des facilitations)	Immédiat et permanent	UNGP	
	76	Etablir un circuit des correspondances administratives et rapports entre les CSA et l'UNGP qui passe par les DDA	Immédiat et permanent	Coordonnateur	
	77	Identifier collaborateurs des DD qui peuvent assurer suivi en leur nom	1 ^{er} Trimestre 2016	DDA, DDE, DDPA, DDTP	
	78	Remontée des données.	Immédiat et permanent	Coordonnateur RAF RPSE	

Domaine d'action		Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
		<ul style="list-style-type: none"> CSA : imposer un système de paiement des indemnités des CSA basée sur la performance ; Facilitateurs : assurer une évaluation plus régulière de leurs performances et des rappels à l'ordre par le Coordonnateur 			
	79	Mobilisation des fonds. Mieux coordonner les appels de fonds pour les activités de terrain	Immédiat et permanent	RAF RPSE Spécialistes Techniques FAC	
	80	Capitalisation des acquis du PADEF et des PRODER. Mettre les DD au cœur de l'exercice de capitalisation à travers le géo-référencement. Rétrocéder les GPS déjà acquis par l'UNGP aux DD.	2eme Trimestre 2016 – continu	RPSE	
		Recommandations spécifiques par rapport à des activités planifiées dans les Composantes Techniques :			
	81	Composante 1 & 2 – Recensement et Catalogage des GIECS et Aviculteurs: Nécessité de Créer des définitions claires des catégories GIEC et Aviculteurs et Groupes de Transformation avec l'appui des Spécialistes	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste AgroP RPSE DDA DDE	
	82	Composante 2 – Pilotes de Transformation : Mettre en place les procédures et critères de sélection des bénéficiaires des Microprojets. La mission recommande de s'approcher du PDARP afin d'échanger sur leur expérience en financement des Microprojets et adapter leur manuel de procédures (PDARP)	1 ^{er} Trimestre 2016 (Prérequis Avant mise en place des pilotes)	Coordonnateur RAF	
	83	Établir TDR et Recruter une Assistance Technique pour pallier au poste vacant de chargé de renforcement des capacités au sein de l'UNGP, un poste qui s'avère essentiel au regard des objectifs de cette composantes tels que décrits dans l'accord de financement et besoins en renforcement des capacités des OP (GIEC et Unions) et des services techniques	Urgent	Coordonnateur	
Aspects Fiduciaires	84	Signature du Protocole de collaboration entre le MAE et l'UNGP	Immédiat	CGMP du MAE et Coordonnateur PADEF	
	85	Amendement des Dossiers Types en ajoutant les plans de recouvrements, garanties décennales,	Immédiat	RPM	
	86	Appropriation des autres recommandations de la mission de revue de la passation de marchés de décembre 2014	Immédiat	Coordonnateur	
	87	Relecture des documents de base du PADEF par le Staff	Continue	Tous les experts et responsables du PADEF	
	88	Faire approuver, tout projet d'avenant de travaux par une mission mixte d'évaluation contradictoire (Experts en travaux	Dès que possible	Coordonnateur, RAF, RPM, Spécialistes	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	publics, construction et PADEF)			
	89 Former les facilitations dans les procédures de base de la passation de marchés pour les petits achats ou toute forme de consultation de fournisseurs	Immédiat	Coordination, RPM	
	90 S'assurer les partenaires d'exécution du PADEF disposent des comptes bancaires	Immédiat	RAF	
	91 Envisager un atelier d'orientation/ familiarisation au RPM et la Cellule de passation des marchés.	Janv. /février 2015	Coordination	
	92 Organiser des sessions d'information à l'endroit des soumissionnaires pour augmenter le nombre de soumission et	Avant chaque publication de DAO	Coordination, RPM	
	93 Organiser une mini retraite du SAF/RPM et le FIDA sur harmonisation et l'utilisation des outils en PM et finances	Janvier 2016	Coordination, DAC, FIDA	
	94 Revisiter les contrats en cours, évaluer et décider de la suspension et de leur affectation aux entreprises performances pour l'achèvement des travaux	immédiat	Coordination, RPM, Spécialistes	
	95 Aucun engagement et aucune réception ne pourra être éligible au financement après la date d'achèvement convenue.	Continue	Coordonnateur et RAF	
Suivi-Evaluation	96 Adresser de manière concertée avec les DDA le problème de la remontée des données	Urgent – 1 ^{er} Trim. 2015	RPSE	
	97 Organiser et planifier des missions de suivi/vérification de la réalisation des activités sur le terrain – Etablir et communiquer aux techniques les recommandations d'amélioration de la mise en œuvre	Immédiat	RPSE	
	98 Créer un Canal de remontée des données techniques nécessitant une intervention urgente (résurgence des maladies du manioc, mortalité des volailles, chutes de pontes, etc...)	Immédiat - Urgent	RPSE Spécialiste AgroP DGA, DGE	
	99 Ciblage: - Responsabiliser de manière spécifique un des cadres pour les aspects Ciblage (RSE comme c'est la pratique dans d'autres projets) - Actualiser la stratégie ciblage du Projet et la communiquer aux partenaires de mise en œuvre (MAE, MTP, structures déconcentrées, prestataires) - Surtout en vue des activités de sélection de bénéficiaires secondaires, des Microprojets, etc...	1 ^{er} Trimestre 2016 - Continu	RPSE	
	100 Clarifier le mandat et les rapports hiérarchiques et de travail des facilitateurs (avec UNGP & DD)	Immédiat	RPSE	
	101 Etablir des plans de travaux/plans opérationnels trimestriels avec les FAC et DD et des programmes de sorties et en faire un suivi rapproché	Immédiat (dès adoption PTBA 2016)	RPSE	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	102 Travailler avec les facilitateurs pour améliorer la qualité et la diligence/ponctualité des rapports	Immédiat – Continu	RPSE	
	103 Travailler avec le service administratif et financier et les responsables suivi-évaluation pour une plus grande synergie des données physiques et financière du projet	Immédiat (dès adoption PTBA 2016) – Continu	RPSE RAF	
	104 Insérer dans la base de données les données individuelles et désagréger les données de la base de données par genre (h/f)	Immédiat – Continu	RPSE	
	Gestion des Connaissances et Communication			
	105 Exploiter et valoriser les rapports d'achèvement des PRODER et la situation de référence du PADEF pour quantifier les indicateurs du cadre logique et gestion des connaissances	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste Comm. RPSE	
	106 Développer des outils de communication des acquis du programme et innovations rencontrées sur le terrain (couveuses traditionnelles et modernes, tontines de travail, problèmes de provende et innovations dans la recherche de solution, adoption et adaptation du nouveau matériel génétique introduit, etc...)	1 ^{er} Semestre 2016	Spécialiste Comm. RPSE	
	107 Mettre en place un dispositif de suivi systématique des effets de la mise en œuvre du PADEF sur les bénéficiaires et capitaliser les bonnes pratiques	1 ^{er} Semestre 2016	RPSE (avec Spécialiste Comp. Techn. & Comm.)	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

		Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015				Objectif fixé au moment de la préévaluation		
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
Composante 1								
Sous-composante 1.1 : <i>Appui à la production végétale</i>	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	SAP	55	41	74,54%	41	445	9%
	Membres des groupes de production agricole et de bétail (Homme)	SAP	468	341	72,86%	341	4500	7%
	Membres des groupes de production agricole et de bétail (Femme)	SAP	468	385	82,26%	385	4500	9%
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	SAP	55	41	74,54%	41	445	9%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	SAP				699	9000	8%
	Nombre des parcs à bois installés	SAP	55	41	74,54%	41	445	9%
	Nombre des boutures de manioc distribuées aux ménages	SAP				28 180 915	4 450 000	
	Nombre des groupements appuyés avec un kit de matériel de production végétale	SAP	55	41	74,54%	52	445	12%
	Nombre des bénéficiaires utilisent les variétés améliorées des cultures, respectent les écartements et la rotation	SAP					5850	
Sous-composante 1.2 : <i>Appui à la production animale</i>	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	SAP						
	Membres des groupes de production agricole et de bétail (Homme)	SAP						

				Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015			Objectif fixé au moment de la préévaluation	
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
	Membres des groupes de production agricole et de bétail (Femme)	SAP						
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	SAP						
	Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	SAP						
	Nombre des éleveurs de volailles qui utilisent des géniteurs performants, et adoptent des aliments et habitats améliorés	SAP					1040	
	Nombre des éleveurs de petits ruminants qui utilisent des géniteurs performants, et adoptent des aliments et habitats améliorés	SAP					312	
	Nombre des élevages installés	SAP					480	
	Nombre des géniteurs ovins distribués	SAP					4032	
	Nombre des élevages avicoles traditionnels améliorés installés	SAP	600	507	85%	507	1600	
<i>Sous-composante : Appui à la production halieutique</i>								
	Étangs de pisciculture aménagés/remis en état	SPP	36	8	22%	8	36	
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production	SPP	40	40	100%	40	2501	2%

				Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015			Objectif fixé au moment de la préévaluation	
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
	halieutique/piscicole							
	Nombre des pêcheurs qui adoptent de bonnes pratiques de pêches	SPP					2340	
	Nombre des pisciculteurs qui utilisent des aliments améliorés	SPP	40	40	100%	40	161	25%
	Nombre de centre de production sécurisée d'alevins de qualité réhabilité et opérationnel	SPP					1	
	Nombre de système de gestion durable développé sur 4 zones de pêche	SPP					1	
Composante 2 : Appui à la transformation et la commercialisation								
<i>Sous-composante : Appui à la production halieutique</i>	Groupes de commercialisation formés/consolidés	RC						
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés (Homme)	RC						
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés (Femme)	RC						
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	RC						
	Installations de transformation aménagées/remises en état	SI						
	Installations de commercialisation aménagées/remises en état	SI						

		Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015				Objectif fixé au moment de la préévaluation		
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
	Installations de stockage aménagées/remises en état	SI						
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	SI						
	Nombre des centres d'affaire pilotes ou nœuds commerciaux sont construits et opérationnels	SAP	2	0	0%	0	2	0%
	Nombre des bénéficiaires bénéficient des kits de transformation des produits végétaux	SAP					5850	
	Nombre de producteurs qui utilisent les centres d'affaires mis en place	SAP					0	
	Nombre de producteurs s'approprient du système d'information du marché	SAP					0	
	Nombre de foire agricole organisée annuellement	SE/GC	1	0	0%	0	6	0%
	Personnes formées dans les domaines de la post production, de la transformation, et de la commercialisation	SAP					0	
	Nombre d'éleveurs s'approprient du système d'information du marché (ovin et avicole	SAP						
	Nombre d'ovins et volaille vendus.	SAP						
	Nombre de centres de pêches communautaires mis en place	SPP	2	0,75	38%	0,75	3	25%

				Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015			Objectif fixé au moment de la préévaluation	
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
	Nombre des pêcheurs bénéficient de kits de pêches	SPP					2340	
	Quantité de produits transformés	SPP						
	Nombres de pêcheurs adoptent les bonnes pratiques de transformation de poissons	SPP					2 340	
	Nombre de pêcheurs s'approprient du système d'information du marché	SPP					2 340	
<i>Sous-composante : Accès aux bassins de Production</i>								
	Routes construites/ remises en état	SI					162	
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	SI						
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (Homme)	SI						
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (Femme)	SI						
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	SI						
	Autres infrastructures construites/remises en état (caisses)	SI	9	9	100%	9	15	60%
	Nombre des ouvrages de franchissement construits	SI	0	0	0%	0	79	0%

		Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015				Objectif fixé au moment de la préévaluation		
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
Composante 3 : Renforcement des capacités	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	RC	0	7	100%	7	0	
	Groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	RC	30	30	100%	30	36	83%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés (Homme)	RC				7 673		
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés (Femme)	RC				2 721		
	Nombre des GIEC reconnus et encadrés	RC	2				445	
	Nombres des Unions de bassins reconnus et encadrés	RC	2	2		2	70	
	Nombre des groupements de pêcheurs reconnus et encadrés	RC					100	
	Nombre de fora d'échange d'expérience et de savoir effectues au profit des OP	RC				0	6	0%
	Nombre des CEQ du PRODER 1 consolidés	RC	8	8		8	8	100%
	Nombre des CMEC du PRODER 2 consolidés	RC	21	21	100%	21	21	100%
	Nombre des CEQ du PADEF créées et consolidées, accompagnés à l'autonomie institutionnelle, financière et technique, et promus en 1 réseau viable	RC	6	0	0%	1	7	14%

Période: 1 ^{er} Jan 2015 à 20 Déc 2015							Objectif fixé au moment de la préévaluation	
Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global		%
	Groupes d'épargne et de crédit comptant des femmes dans leurs instances de direction	RC				30	35	86%
	Emprunteurs actifs (individus)	RC				1 204		
	Emprunteurs actifs (entreprises)							
	Valeur brute du portefeuille de prêts (individus)	RC				905 916		
	Valeur brute du portefeuille de prêts (entreprises)	RC						
	Épargnants volontaires	RC				10 394		
	Valeur de l'épargne volontaire	RC				1 527 116		
	Institutions financières participant au projet	RC	0	0	0%	0		
	Personnel des institutions financières formé	RC						
	Personnes formées dans le domaine des services ruraux	RC				1 210		

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds en milliers d'USD au 30 octobre 2015.

Bailleur	Budget initial (USD '000)	Budget révisé (USD'000)	Décaissement (USD '000)	Taux de décaissement
PRET FIDA	9 805	9 805	2 263	23,1%
Gouvernement	7 012	7 012	1 927	27,5%
Autres Bailleurs	533	533	0	0,0%
Total	17 350	17 350	4 190	24,2%

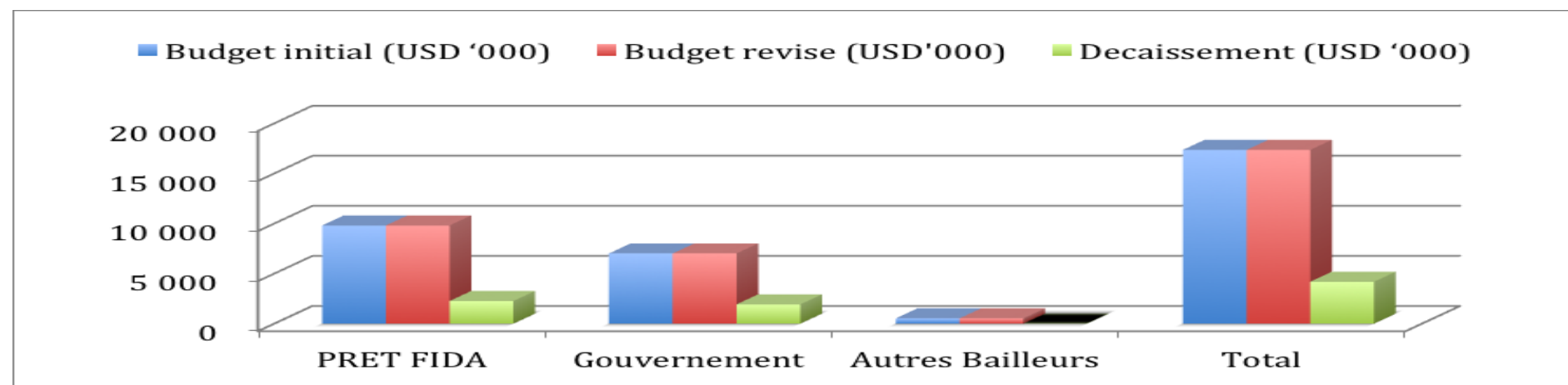


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante en milliers d'USD au 30 octobre 2015

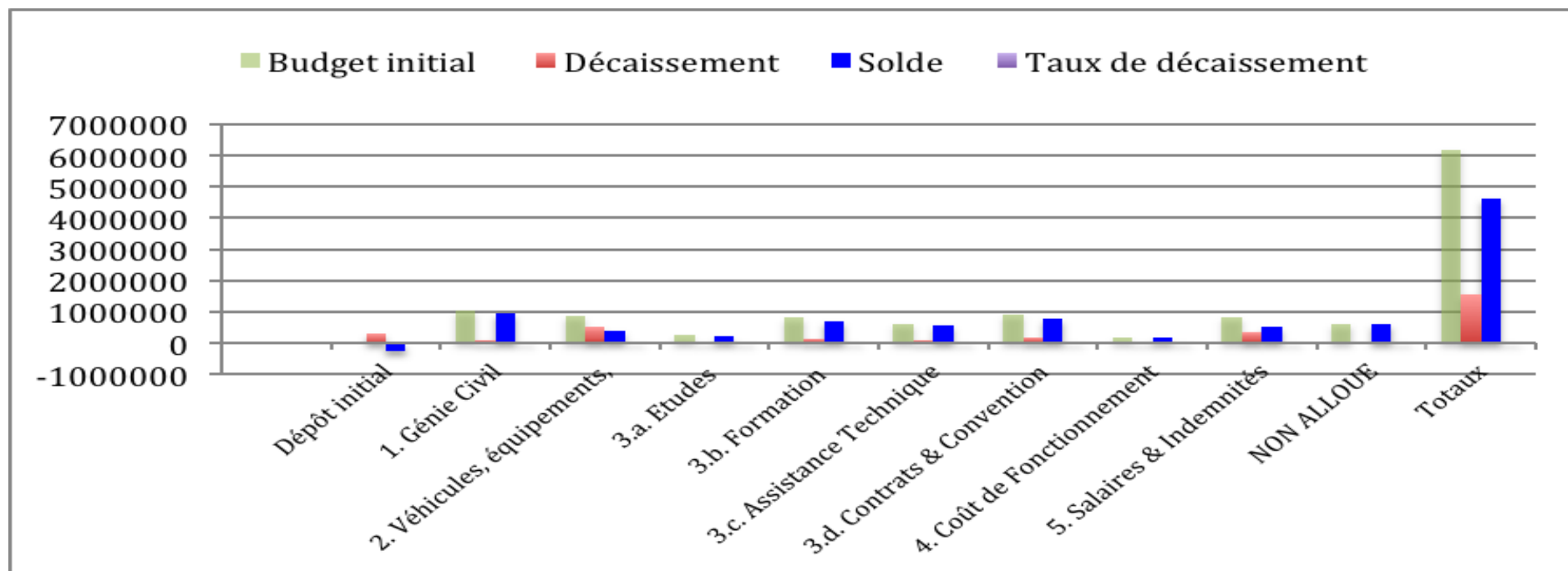
	FIDA			Gouvernement			Autres Bailleurs			Total		
Composants	Budget initial	Décaissements	%	Budget initial	Décaissements	%	Budget initial	Décaissements	%	Budget initial	Décaissements	%
A. APPUI A LA PRODUCTION	3066	1430,3	46,7%	3 450	426,18	12,4%	484,39		0,0%	7 000	1856,48	26,5%
B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION	2185	510,7	23,4%	2 906	7,1	0,2%	48,25		0,0%	5 139	517,8	10,1%
C. RENFORCEMENT DES CAPACITES	2375	231,4	9,7%	244	86,12	35,3%			#DIV/0!	2 619	317,52	12,1%
D. COORDINATION ET SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME	2179	1 711	78,5%	412	875,2	212,4%			#DIV/0!	2 591	2586,2	99,8%
Total	9805	3 883	39,6%	7 012	1394,6	19,9%	532,63	0	0,0%	17 350	5 278,00	30,4%

NB : Les réalisations FIDA par composante (39,6%) sont supérieurs aux décaissements (23,1%) grâce aux préfinancements du gouvernement provenant du PRODER Sud, du PRODER 3 et du PADEF pour lesquels les DRFs de remboursement doivent être établies.

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 octobre 2015)

Catégories	description des catégories	Budget initial	Budget Révisé	Décaissement	Solde	Taux de décaissement
	Dépôt initial			272 412,80	-272 412,80	
I	1. Génie Civil	1 040 000	1 040 000	81 123,02	958 876,98	7,80%
II	2. Véhicules, équipements, matériel & intrants	880 000	880 000	484 053,33	395 946,67	55,01%
III.a	3.a. Etudes	250 000	250 000	46 902,38	203 097,62	18,76%
III.b	3.b. Formation	820 000	820 000	116 215,83	703 784,17	14,17%
III.c	3.c. Assistance Technique	630 000	630 000	54 549,12	575 450,88	8,66%
III.d	3.d. Contrats & Convention d'exécution	930 000	930 000	146257,31	783 742,69	15,73%
IV	4. Coût de Fonctionnement	190 000	190 000	25 080,36	164 919,64	13,20%
V	5. Salaires & Indemnités	840 000	840 000	334 453,88	505 546,12	39,82%
	NON ALLOUE	620 000	620 000		620 000,00	0,00%
	Totaux	6 200 000	6 200 000	1 561 048,03	4 638 951,97	25,18%

NB : Le taux de décaissement en DTS est de 25,18 % mais le taux de décaissement en USD est de 23,1% a cause de l'appréciation du dollar par rapport au DTS



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial en Euros et un compte d'opérations en monnaie locale	OUI	Oui	
Section 4.02	Le Gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	NON	NON	
Section 4.03	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3		Partiel	Plusieurs lacunes soulevées et une assistance technique dans ce domaine est recommandée par la mission
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du don, dans le respect de saines pratiques commerciales	OUI	OUI	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice fiscal	N/A	NON	Le rapport a été réceptionné au FIDA le 13 août 2015
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	NON	OUI	
Annexe 4, paragraphe 7	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	OUI	OUI	
Annexe 4, paragraphe 8 a)	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par le Bénéficiaire et le FIDA	N/A	OUI	Mission a eu lieu en novembre/ décembre 2015

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

La pratique de la pisciculture se repose globalement sur une production couplée dans la même exploitation d'alevis et de poisson marchand avec des densités moyenne de 2 à 3 alevins au m². Les grands producteurs du Kouilou qui disposent des marchés assurés des consommateurs plus huppés capables d'acheter le poisson à 4 000 – 5 000 F CFA/kg sont attachés à ce système de production. La pratique diffusée par le PADEF se repose une production professionnalisée par maillon de la chaîne au travers laquelle chaque acteur est identifié. Le pilote diffusé est composé de trois maillons séparés. Il s'agit d'un provendier, d'un alevinier et d'un producteur de poisson marchand. Chacun d'eux a un rôle précis. Le provendier produit un aliment de qualité "équilibré" possédant tous les nutriments et le met à la disposition de l'alevinier et du producteur de poisson marchand. L'alevinier produit des alevins mono sexés mâles et les livre au grossisseur. Le producteur de poisson marchand ou grossisseur empoissonne son étang à une densité de 5 alevins/m² à la taille de moyenne de 300 g. Ce principe laisse donc la possibilité à tout acteur intéressé de se lancer dans l'activité de pisciculture avec renouvellement des bandes tous les cycles.

La 2^{ème} innovation est l'intégration des bénéficiaires dans les circuits de la microfinance rurale avec la possibilité de disposer un fonds revolving pour accompagner les nouveaux producteurs.
